



Lettre 41 – Septembre 2022

Les gouvernements récents ne sont pas favorables aux émigrés. Les prochaines pages de cette lettre seront sûrement occupées par les choix de pays comme la Pologne, la Hongrie, la Suède, l'Italie. En sera-t-il comme du Royaume-Uni qui n'a jamais vu débarqué sur sol d'autant de réfugiés, alors qu'il fait tout n'en plus avoir ? Il y a de quoi manifester, et faire connaître les faits, ainsi que de diffuser de l'information. Ce devrait être un regain et un développement des cercles de silence.

Les cercles de silence reprennent un peu, après la trêve de l'été pour un certain nombre. Mais je constate que les informations ou les retours des cercles de silence sont de moins en moins nombreux (13 en septembre 2022). Est-ce de la fatigue ? Un repliement sur soi ?

Je rappelle que l'essentiel des informations proviennent des sites : Info-Migrants, RFI, France 24, Deutsche Welle, (qui ne sont pas mentionnés à chaque article) ainsi que de 39 autres sites, et bien évidemment des informations que les cercles de silence me font parvenir, directement ou par l'intermédiaire de : cercledesilencecoordination@resf34.org.

Michel Girard

Cercles de silence.....	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
Le rapport rétention 2021	3
CRA de Paris-Vincennes	3
CRA de Cornebarrieu.....	4
Les CRA c'est comment ?.....	4
France.....	4
Les lieux d'enfermement à la frontière franco-italienne	5
Projet de loi relatif à l'asile et à l'immigration	5
Airon-Notre-Dame	6
Calais.....	6
La Roche-sur-Yon (Vendée).....	7
Louvigny (PRES de Caen).....	7
Lyon	8
Marseille.....	8
Paris.....	8
Quimper	10
La Reunion.....	10

Seine-Saint-denis	11
Strasbourg	11
Toulouse	12
Tours	12
Ussel	13
MANCHE	14
MÉDITERRANÉE.....	15
la Turquie accuse la Grèce	15
Geo Barents	15
Open Arms Uno	16
Sea-Eye 4	16
Sea Watch 3	16
Le Humanity 1 (ancien Sea Watch 4)	16
Voilier Nadir	17
UNION EUROPÉENNE	17
Faire passer des migrants en Europe à bord de jets privés	17
La "caravane des solidarités"	17
Allemagne	18
Autriche.....	18
Bulgarie	18
Chypre.....	18
Espagne	19
Grèce	19
Italie	20
Pologne.....	21
Slovaquie.....	21
Tchéquie	21
Vatican.....	22
ONU – Organisation internationale pour les migrants.....	22
Des dizaines de centres de soutien dans les pays accueillant des réfugiés ukrainiens.	22
EUROPE.....	22
Les routes bloquées pour les réfugiés	22
Serbie	23
Suisse	23
AFRIQUE	24
Libye	24
Niger.....	24
République démocratique du congo	26
Rwanda.....	26

Tunisie	27
AMERIQUES	28
Mexique	28
USA.....	28
ASIE.....	29
Liban	29
Turquie	29
Syrie-Liban.....	29
A VOIR – A LIRE - <i>Témoignage</i>	30

CERCLES DE SILENCE

Une très intéressante contribution du cercle de silence de **Tours** : « **"Réconcilier la France"** Pour une Politique Migratoire Humaniste » rappelle, concernant l'immigration : « *cinq ans de promesses non tenues d'Emmanuel Macron* ». Il s'agit du bulletin n°107, que vous avez sûrement reçu par l'intermédiaire du site : cercledesilencecoordination@resf34.org.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

LE RAPPORT RETENTION 2021

Le rapport rétention 2021 est dans son intégralité (comprenant la partie nationale sortie le 17 mars dernier et les parties par centre de rétention administrative), le **mercredi 14 septembre 2022**. Voir : <https://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2022/03/Rapport-retention-2021-web.pdf>. Vous y trouverez **les informations concernant chaque CRA**.

CRA DE PARIS-VINCENNES

Quatre parlementaires ont visité les CRA de Paris-Vincennes, le 15 septembre 2022, car l'accès aux soins y est particulièrement problématique. Dans ce CRA de Paris-Vincennes se trouve, en effet, un Guinéen séropositif. Il est au CRA de Paris-Vincennes depuis le 17 août 2022. Il se trouve à un "*stade avancé*" de son affection au VIH et "*son pronostic vital serait engagé en cas de renvoi en Guinée*", affirme l'ODSE. Celui-ci est menacé d'expulsion vers son pays, malgré les risques de rupture de son traitement s'il y est renvoyé. L'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE), qui réunit plusieurs associations parmi lesquelles Act-Up Paris, le COMEDE (Comité pour la santé des exilés), ou encore Médecins du Monde, a donné l'alerte. Le refus de l'OFII est "emblématique" des restrictions en matière de protection des étrangers malades. "*les avis rendus par le médecin de zone de l'OFII sont quasi systématiquement négatifs*", indique la responsable du service rétention du Groupe SOS Solidarités-ASSFAM, l'association d'aide juridique qui intervient dans le centre. Surtout, elle relève l'arbitraire de ces décisions : "*On a connaissance d'une personne au CRA de Lesquin [dans le Nord] qui était également séropositive et a reçu, elle, un avis positif sur sa demande de protection contre l'éloignement.*" "*Le médecin de l'OFII a rendu un avis favorable le 18/02/2022 pour ce ressortissant guinéen afin de lui permettre de se faire soigner. Ce ressortissant guinéen, selon ses déclarations, serait en France depuis 2015, mais aucune demande de titre de séjour pour soins n'a été déposée à l'OFII. Le médecin de l'OFII a été saisi 6 mois plus tard, le 23 août 2022 d'une nouvelle demande de protection contre l'éloignement par ce ressortissant. Au vu des données médicales qui lui ont été*

fournies, le médecin de l'OFII a constaté que ce ressortissant n'a pas de traitement pour sa pathologie et qu'il a cessé son suivi médical. En Guinée, il existe un programme de lutte contre le VIH gratuit et 88% des personnes se sachant séropositives bénéficient d'un traitement antirétroviral (source Onusida 2022)." Avant de rappeler les conclusions du médecin de zone : "En conséquence, le médecin de l'OFII a estimé que ce ressortissant guinéen peut bénéficier des soins adaptés et d'un suivi pour sa pathologie en Guinée." "La santé mentale est le premier domaine que l'OFII a attaqué. On ne voit quasiment plus de gens protégés sur ce motif". Il existe une autre procédure concernant les étrangers malades en CRA : la libération pour incompatibilité des conditions de rétention avec leur maladie. Cette fois, ce n'est pas à l'OFII d'évaluer cela. Mais bien à l'unité médicale du CRA. "Le diabète par exemple, c'est trop compliqué pour nous d'en assurer le traitement ici", cite l'infirmière. De même, des certificats d'incompatibilité sont établis sans trop d'hésitation pour "de grosses pathologies psychiatriques". Mais les juges de la liberté et de la détention ne suivent pas toujours ces avis médicaux. En effet, (voir rapport de la CIMADE, page 88 - URL ci-dessus) recense 63 certificats d'incompatibilité délivrés par l'unité médicale du CRA de Paris-Vincennes sur l'année 2021. Or, sur ces 63 cas, seules 14 personnes ont été libérées par le juge. "Les étrangers malades constituent ainsi encore une large part des personnes retenues au CRA de Paris-Vincennes".

CRA DE CORNEBARRIEU

Depuis le début de l'année 2022, plus de 800 personnes ont été enfermées au Centre de rétention. Aujourd'hui, il y a 71 personnes au CRA de Toulouse. Les personnes retenues se plaignent encore de la difficulté des conditions de vie dans le CRA. Reviennent régulièrement : Horaires de circulation dans le CRA très contraignants, les repas pas assez copieux, les distributeurs souvent en panne ou défectueux, la climatisation qui fonctionne très mal avec températures très élevées durant l'été. Les visiteurs ne peuvent pas amener de la nourriture, excepté des boissons et paquets de gâteaux mais en quantité limitée. Les monnayeurs ne prennent pas les billets de plus de 20 euros et l'OFII ne peut plus recevoir de mandats. Des travaux ont eu lieu dans le centre de rétention. Ils ont occasionné de la poussière, des bruits de marteau-piqueur devant les portes des secteurs...

Les vols à destination de l'Algérie ont repris, alors qu'ils avaient été suspendus depuis le début de la crise sanitaire. Plusieurs personnes en procédure Dublin ont été enfermées au CRA avant d'être transférées en Espagne ou en Italie. Ces personnes ont été envoyées dans les 48 heures, sans avoir le temps de voir un juge...

LES CRA C'EST COMMENT ?

Pour enfermer toujours plus de personnes, l'État agrandit les CRA existants et en construit toujours d'avantage. La structure et le fonctionnement de ces lieux sont volontairement gardés opaques pour empêcher les personnes qui sont à l'intérieur d'en sortir. Pourtant, certaines informations sont publiques même si elles sont difficiles d'accès. C'est le cas des plans de certains CRA qui se retrouvent parfois sur internet. Vous trouverez les plans de divers centres de rétention administratives sur le site :

<https://abaslescra.noblogs.org/infos-pratiques/plans-des-centres-de-retention-administrative/>

FRANCE

Le gouvernement français, dans son budget 2023, prévoit de créer **5 900 places supplémentaires pour les réfugiés** et les personnes qui ont déposé une demande de protection internationale. Ces hébergements seront disponibles "dans différents centres d'accueil et d'hébergement d'urgence", selon le projet de loi de finances (PLF) dévoilé lundi 26 septembre 2022. "Plus de 1 000 places" seront ouvertes pour les réfugiés en "centres provisoires d'hébergement

(CPH)". "En outre, 900 places seront créées dans le dispositif d'hébergement d'urgence (HUDA) en Outre-mer, 1 500 places en centres d'accueil et d'examen des situations (CAES) et 2 500 places en centres d'accueil pour demandeur d'asile (CADA) en attente d'une décision de l'Ofpra", l'organisme chargé d'attribuer le statut de réfugié ou de protection subsidiaire. Ces hébergements seront financés par une hausse globale de 6% de l'enveloppe "immigration, asile et intégration" en 2023. Près de 113 millions d'euros seront ajoutés ce qui donnera un total à 2,01 milliards d'euros. Il n'est pas certain que cela suffise. Dans le même temps sera poursuivi son "*plan ambitieux d'ouverture de places en centres de rétention administrative (CRA)*", alors que la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté déplore un enfermement "*inhumain*". Mais en lieu et place "*d'une réfection des locaux permettant d'assurer a minima un accueil digne des personnes retenues*", les investissements immobiliers s'orientent prioritairement "*vers un accroissement de la sécurité, qu'aucune donnée objective ne semble justifier - les incidents sont peu nombreux*" selon son rapport du 2 juin 2022.

LES LIEUX D'ENFERMEMENT A LA FRONTIERE FRANCO-ITALIENNE

Depuis 2019, les locaux d'enfermement des personnes étrangères à la frontière franco-italienne (et notamment ceux de Menton pont Saint-Louis et de Montgenèvre) sont présentés par l'administration française comme des locaux de « mise à l'abri » (LMA), permettant d'assurer la « sécurité des personnes » et de leur garantir un « lieu de repos ». Derrière ce terme les autorités se présentent presque comme les nouveaux « humanitaires » de la frontière franco-italienne. L'emploi du terme « mise à l'abri » par les autorités a simplement pour objectif d'édulcorer la pratique d'enfermement illégal à la frontière et de laisser penser que l'administration a pour souci la protection des personnes en migration qu'elle arrête à la frontière. La description issue des témoignages et observations qui va suivre montre que ce n'est pas la protection des personnes qui prime mais leur refoulement, au détriment du respect de leurs droits. L'analyse du cadre légal qui pourrait expliquer ce que sont les locaux d'enfermement à la frontière franco-italienne invite dès lors à se pencher sur le CESEDA et sur les locaux que ce code prévoit pour le maintien administratif de personnes étrangères. Les locaux créés à la frontière franco-italienne privant de liberté les personnes étrangères qui se voient refuser l'accès au territoire sont présentés comme des espaces de « mise à l'abri ». Pourtant, il n'existe aucun texte définissant le cadre de ces **locaux dits de mise à l'abri**. **Et les faits démontrent que ce sont bien des lieux d'enfermement. Ces locaux de mise à l'abri, qui n'ont d'abri que le nom, servent à détenir arbitrairement les personnes en provenance directe d'Italie avant leur refoulement vers ce même Etat.**

https://ferme.yeswiki.net/fermons_les_zones_d-attente/?PagePrincipale

PROJET DE LOI RELATIF A L'ASILE ET A L'IMMIGRATION

Le chef de l'Etat a annoncé le 15 septembre 2022 qu'un projet de loi sur l'asile et l'immigration serait déposé « dès début 2023 ». Au préalable, le gouvernement organisera à l'Assemblée nationale et au Sénat un « grand débat » qui, selon le ministre de l'intérieur, devrait avoir lieu au mois d'octobre 2022. Le 3 août 2022, le Ministre de l'intérieur et des outre-mer déclare : « *Les ajustements de doctrine et d'organisation qui précèdent visent à améliorer sans attendre l'efficacité de la chaîne de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière auteurs de troubles à l'ordre public. Couplés à une action internationale et diplomatique soutenue, ils doivent nous conduire à répondre aux ambitions assignées par le président de la République en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Leur impact sera prochainement renforcé par des évolutions législatives, qui favoriseront, pour l'ensemble du processus d'éloignement, la prise en compte des étrangers en situation irrégulière pour ce qu'ils font et non pour ce qu'ils sont.* » Le 20 septembre 2022 : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, devant la Commission des lois de l'Assemblée nationale.

AIRON-NOTRE-DAME

C'est au creux d'une dune, non loin d'un blockhaus, vestige du mur de l'Atlantique, que, en janvier 2022, le maire du petit village voisin d'Airon-Notre-Dame, a trouvé un groupe d'une quarantaine de personnes. « Le Secours catholique de Calais, pour lequel son épouse est bénévole, avait appelés pour dire que des migrants trempés, certains sans chaussures, se retrouvaient dans les dunes après un échec d'embarquement. Il faisait 6 °C. Avec une amie ils sont partis à leur recherche et on a fini par les trouver autour d'un feu de camp. Ils leur ont donné de la nourriture, des vêtements secs. On leur a proposé un hébergement mais ils ne voulaient pas, ils souhaitaient juste qu'on les amène à la gare pour retourner à Calais. » Une famille kurde irakienne, avec deux petits enfants, accepte cependant de suivre le maire, qui a ouvert une salle communale et lancé un appel à la générosité de ses administrés. « On a reçu des vivres, des vêtements, des matelas et même un sommier ! Au final, on les a mis dans une famille d'accueil. » Le temps qu'ils aient un nouveau rendez-vous avec leur passeur, le père de famille a le temps d'expliquer sa situation. « Il nous a montré des traces de blessures par balle sur sa jambe. Là où ils vivaient, ils étaient terrorisés par des milices. Son père et son frère ont été tués. Il nous a expliqué que, en Angleterre, il a un frère, et qu'ils partaient parce que c'était la seule chose qu'ils puissent faire pour donner un avenir à leurs enfants. » Quelques jours plus tard, le maire a eu un message confirmant que la famille était bien arrivée à Londres.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20220928-la-croix-a-berck-sur-mer-sur-la-trace-des-migrants-qui-tendent-la-traverse-e-de-la-manche-copie.pdf>

CALAIS

Mercredi 14 septembre 2022, de gros rochers ont commencé à être installés, par une société mandatée par la mairie, sur un petit terrain situé en bord de route, quai de la Meuse. *"On dirait une espèce d'œuvre d'art moderne loufoque. C'est surréaliste de faire ça pour empêcher des gens de s'installer et de survivre. Déjà qu'on leur refuse un toit..."* *"C'est une nouvelle preuve de la politique de harcèlement constante qui atteint l'intégrité psychologique des personnes exilées."* En amont de ces enrochements, des grillages avaient déjà été apposés en juin en contrebas de ce terrain, le long de la rivière, là où des migrants dormaient. *"Ils survivaient sous des ponts. Mais maintenant ces zones ne sont plus accessibles, ni pour les migrants, ni pour les riverains d'ailleurs."* L'opération débutée mercredi - et qui serait toujours en cours - prévoit **d'installer près de 800 tonnes de rochers, pour un coût total de 45 000 euros.** *"L'Etat dit que les personnes exilées coûtent cher mais c'est complètement hypocrite quand on voit les sommes qui sont dépensées pour les empêcher de s'installer et empêcher les associations de leur venir en aide"*. Rien n'arrête, les autorités. *"Ils ne manquent pas d'ingéniosité pour harceler les personnes exilées, mais pour les mettre à l'abri et proposer une solution adaptée, là il n'y a plus personne."* Il y aurait une douzaine de lieux de vie informels encore actifs dans les environs de Calais.

Un espoir pour la distribution de nourriture à Calais ?

Mardi 20 septembre 2022, une audience au tribunal administratif de Lille, dans le nord de la France, a donné bon espoir à la dizaine d'organisations d'aide aux migrants - dont le Secours catholique, Médecins du Monde ou encore l'Auberge des migrants - qui avaient saisi la justice pour contester l'arrêté anti-distribution alimentaire des migrants dans le centre-ville pris par la préfecture du Pas-de-Calais. Pour les autorités, cette interdiction se justifiait afin de *"mettre fin aux troubles à l'ordre public [occasionnés lors des distributions, selon le préfet], limiter les risques sanitaires liés à des rassemblements non déclarés"* et lutter contre *"l'insalubrité publique"* causée par les déchets laissés sur place après les repas. Le rapporteur public du tribunal administratif de Lille **a jugé l'arrêté "disproportionné" et a demandé son annulation.** *"Les troubles établis à l'ordre public sont épars, ponctuels, sans caractère de gravité et non liés à la distribution"*. En ce qui concerne la menace sanitaire, il note que les associations font preuve d'un *"degré élevé de préoccupation"* sur le sujet, en donnant des masques notamment. La question de la salubrité publique a en revanche été reconnue

mais la "simple mise en place de benches à proximité" permettrait de remédier au problème. Le rapporteur public a en outre estimé que les distributions de nourriture assurées par la seule association habilitée par l'État, la Vie active, était "quantitativement insuffisante" vu "le nombre de migrants présents à Calais - environ un millier d'après les ONG. Ainsi, les exilés dépendent "directement des associations requérantes", pourtant entravées dans leur action humanitaire. En clair, l'arrêté anti-distribution a "pour effet de compliquer l'accès pour ces populations précaires à des biens de première nécessité." Le rapporteur public a simplement "rappelé [un] principe : quand on limite une liberté, il faut que cette limitation soit justifiée, adaptée et proportionnée. Pas le cas ici ", selon lui. "Les signaux sont certes positifs mais il est un peu tôt pour crier victoire" ; la décision du tribunal administratif de Lille devrait en effet être rendue d'ici deux à trois semaines. Les conclusions du rapporteur public n'ont pas valeur de jugement. Il appartient aux juges qui statuent sur l'affaire de décider s'ils suivent ou non ses propositions. Ce n'est pas la première fois que l'arrêté est contesté devant les tribunaux.

LA ROCHE-SUR-YON (VENDEE)

« Relayer des paroles, raconter des histoires de migration, d'accueil, **donner des points de vue que l'on n'entend pas forcément dans certains médias** », voilà le credo de « Merci d'être venus ». Depuis cinq ans, cet événement cherche à faire changer les mentalités autour de la question des migrants et des réfugiés, dans le territoire de La-Roche-sur-Yon. Discussions, expositions, ateliers, lectures de contes par les Conteurs et conteuses de la Liberté, « La migration, un monde redessiné » par des élèves de collège, rencontre avec Stéphanie Bossard, auteure d'*Accueillir les migrants, rien n'est facile mais tout est possible*, et avec Stéphanie M., auteure d'*Embûches*, et Rima Et Sheikh de Paroles d'hommes et de femmes, débat autour de « La spécificité de la demande d'asile basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ». « *On veut, par cet événement, démontrer que la différence est une richesse, et pas un problème !* »

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/la-roche-sur-yon-85000/la-roche-sur-yon-la-question-migratoire-autour-de-contes-debats-et-expos-au-quartier-de-la-liberte-4e882536-34d2-11ed-a840-15d7214a10bc>

LOUVIGNY (PRES DE CAEN)

De nationalité irakienne, de parents iranien et irakien d'origine kurde, elle a surtout vécu en Iran, où elle a élevé ses trois fils et sa fille. « *Parfois, j'aidais au restaurant, mais je n'étais pas visible, précise-t-elle. Rester invisible était la volonté de mon ex-mari. Mon indépendance lui faisait peur.* » Elle est passée en Turquie et à traverser l'Europe. Arrivée il y a cinq ans, elle avait réuni 70 personnes autour d'un festin quand sa famille a obtenu le statut de réfugiés, après un refus en Allemagne et un an d'attente en France. Ses deux aînés aimeraient monter une entreprise qui permettrait de faire découvrir la cuisine de leur mère, mais elle s'est plutôt dirigée vers le soin aux personnes âgées. « *Dans notre culture, les personnes âgées restent avec nous jusqu'à la fin. J'ai gardé ma belle-mère alitée pendant six ans, alors que j'avais trois enfants en bas âge. Ici, les personnes âgées sont très seules. Elles ont besoin d'attention, de soignants qui aiment leur métier.* » Fraîchement diplômée, elle travaille depuis un an comme auxiliaire de vie en Ehpad, une étape avant de pouvoir postuler pour passer le diplôme d'aide-soignante puis, elle l'espère, d'infirmière. Il y a aussi les cours pour le permis de conduire et les cours de français qui lui permettent aujourd'hui de s'exprimer en cherchant à peine ses mots. « **Les miracles ont commencé en France.** *J'ai eu l'impression que des gens attendaient que j'arrive pour m'aider. Ça redonne de la force. Même avec des difficultés dans ma vie personnelle, avec le soutien que je rencontre, je peux encore continuer.* » « *Je suis en train de construire une nouvelle vie à 46 ans. Je pense que mon histoire peut être intéressante pour les femmes libres, qu'elles profitent de leur liberté, qu'elles soient indépendantes, et pour les femmes comme moi, qu'elles ne restent pas enfermées dans leur maison et qu'elles cassent les chaînes de notre façon culturelle de vivre. Leur dire de garder leurs espoirs.* »

<https://www.ouest-france.fr/normandie-pour-la-paix/normandie-pour-la-paix-j-ai-trouve-ma-liberte-en-france-le-temoignage-de-la-cheffe-maryam-hani-eba39a1e-3be7-11ed-96be-e8064f8bb07a>

LYON

Une **soixantaine de jeunes sont toujours à la rue**. Depuis le mois de juillet 2022, ils ont investi un square du quartier de la Croix-Rousse, en plein centre de la ville. "*On est abandonné*", a déploré l'un d'eux, dans une lettre adressée aux autorités jeudi 22 septembre 2022, et lue en public.

Un jeune homme de 19 ans, a quitté le **Bengladesh** pour l'Iran à 16 ans. Il a traversé la Turquie, la Grèce et l'Italie en suivant un groupe. Il se retrouve en France, mineur non accompagné, et est pris en charge par le département du Rhône. Il apprend un peu le français puis finalement entre en apprentissage en septembre 2020. Il est **pris dans une pâtisserie...** et échange en anglais ! A l'issue de son alternance, il est embauché. Il vit dans un appartement à Lyon qu'il paye avec son salaire.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20220906-progre-s-rho-ne-l-incroyable-parcours-de-nayem-mineur-isole-devenu-patissier-copie.pdf>

Porté par l'association lyonnaise Le Mas, et financé conjointement par l'ARS, l'État, la Métropole et la Ville de Lyon, le dispositif Ligne 37 aura pour objectif **d'accompagner les jeunes migrants en situation d'errance sur le quartier de la Guillotière** à Lyon. Le dispositif commencera le 1er octobre avec, dans un premier temps, une équipe mobile qui interviendra lors de maraudes à la Guillotière, dans une logique « d'aller-vers ». Elle sera constituée d'« un coordinateur, un éducateur « protection judiciaire de la jeunesse », un éducateur spécialisé de la protection de l'enfance, une infirmière, un travailleur social du champ de la précarité et du sans-abrisme, un psychologue, un médecin et un médiateur santé. Début 2023, un « lieu de répit » devrait venir compléter le tout. Ce local devrait se trouver dans le quartier de la Guillotière, mais aucune localisation n'a été évoquée pour l'instant.

<https://www.rue89lyon.fr/2022/09/06/ligne-37-jeunes-migrants-guillotiere>

Le gymnase Dargent a été **réquisitionné pour deux mois** par la municipalité afin de proposer un accueil à l'abri, chauffé, avec des douches et des toilettes aux réfugiés. Les personnes exilées auront des lits, duvets et couvertures et seront suivies par une association afin de les accompagner dans leurs démarches d'insertion sociales et professionnelles. La réquisition a été faite dans le cadre du dispositif "Zéro enfant à la rue", un plan mis en place par la municipalité pour garantir qu'aucun enfant ne dorme dehors à Lyon.

MARSEILLE

Une trentaine de mineurs non accompagnés, jusqu'à présent, vivaient dans deux immeubles squattés et **n'ont pas reçu de réelle proposition de relogement**. Ils ont posé leurs 16 tentes en centre-ville, près du Vieux-Port, depuis dimanche 18 septembre 2022. Majoritairement originaires d'Afrique de l'Ouest, ils protestent contre l'absence de prise en charge des autorités en attendant leur recours. "*On ne peut pas dormir dans la rue et le lendemain, aller à l'école. Même si tu vas à l'école, tu n'auras pas l'esprit tranquille. Le moral n'est pas bon et il y a l'hiver qui vient*". "*On veut étudier, on veut être formé. On veut travailler ici, c'est tout ce qu'on demande, insiste-t-il. On ne fume pas, on ne boit pas, on ne se drogue pas... Nous sommes tous des mineurs isolés. Tout ce qu'on leur demande, c'est de nous prendre en charge*". Une bénévoles qui a passé huit mois avec ces jeunes à dormir dans le squat. "*Pour tous les jeunes qui sont en recours, et qui entament une action en justice pour prouver leur minorité, on demande une présomption de minorité pendant cette période. Donc une prise en charge par les services du département*". La militante demande aux autorités de mettre ces jeunes à l'abri pour au moins deux mois.

PARIS

Mercredi 14 septembre 2022, **des livreurs « Uber Eats »** qui ne peuvent plus travailler se rassemblent sur la place de Clichy, dans le 18ème arrondissement de Paris. "*Pendant la pandémie, c'était intéressant pour eux (la société Uber Eats), mais maintenant ils font tout pour nous rendre la vie difficile*", dénonce un livreur et porte-parole des sans-papiers. Ils ont reçu une notification à 4h du matin : "*Votre compte a été désactivé en raison de documents frauduleux*". "*On m'a dit que la photo*

de mon profil ne correspondait pas à la carte d'identité que j'avais enregistrée. Mais c'est le cas depuis deux ans et ils n'avaient rien dit jusque-là". Impossible, selon les livreurs, qu'Uber Eats n'ait jusqu'ici pas été au courant de la magouille, qui a permis depuis des années à des milliers de sans-papiers d'entrer dans le système. Les locations de comptes se font d'ailleurs au vu et au su de tous sur des groupes Facebook qui ne prennent pas la peine de se cacher. Uber a de son côté affirmé que ces désactivations (2 500) étaient le fruit d'un "audit minutieux des comptes livreurs utilisant Uber Eats en France", mené afin de "combattre la fraude documentaire et la sous-traitance irrégulière".

Tous, ou presque, sont des survivants du désert du Sahara, de la Libye, de la Méditerranée. Ils sont passés par l'Italie avant de rejoindre la France, qui ne leur a pas accordé l'asile. Ils ont connu la rue pendant quelques nuits, du côté de Porte de la Chapelle, dans le nord de Paris. L'un, 32 ans, vit à deux pas de là, dans un hôtel social vers lequel le 115 l'a redirigé avec sa femme et son bébé de neuf mois. Le lait de ce dernier est fourni par les Restos du cœur. Un autre, 42 ans, indique avoir son compte bloqué il y a six mois, après plus de quatre ans de travail. *"Je ne sais pas quoi faire, je demande de l'argent à tout le monde, je suis devenu un quémandeur"*. Un troisième est l'un des rares à être passé entre les gouttes : son compte est toujours actif. Il utilise pourtant une fausse identité, depuis trois ans. *"Je ne suis pas à l'abri des problèmes. Je peux me réveiller un matin et ne plus avoir de travail"*, rappelle-t-il, en attendant devant le McDonald's et le KFC que des courses lui soient proposées. Ce job est, de l'avis de tous, *"un sale boulot"*. *"Jamais vous ne verrez un Français faire ça. D'ailleurs on ne connaît pas de livreur français »*. *"En moyenne, une course nous rapporte moins de deux euros"*, et l'achat du véhicule, de leur équipement, de leur sac, ainsi que le carburant reste à leur charge. Malgré les mauvaises conditions de travail et le salaire médiocre, un livreur tient farouchement à son poste de livreur. C'est grâce à lui que vivent sa femme et son bébé de trois mois. La famille sous-loue une chambre de 4m² dans un appartement à Sarcelles, dans le Val d'Oise, pour 450 euros par mois. Les autres locataires sont une autre famille, logée elle aussi dans une seule pièce, et deux hommes seuls. Environ 400 autres euros partent chaque mois en Côte d'Ivoire, pour aider son père vieillissant et sa sœur divorcée, avec six enfants à charge. *"Ma femme va aux Restos du cœur pour chercher le lait et les couches pour notre bébé"*, précise-t-il. Les livreurs, eux, dénoncent l'hypocrisie de la plateforme Uber Eats et se disent prêts à aller en justice.

<https://www.rfi.fr/fr/france/20220912-france-plusieurs-centaines-de-livreurs-manifestent-%C3%A0-paris-contre-uber-eats>

Le 28 mai, Utopia avait installé des jeunes exilés de la place de la Bastille, pour alerter sur la précarité de leur statut. Ces jeunes sont pour la plupart des mineurs en recours : cette minorité n'ayant pas été reconnue par les autorités, ils ont fait appel de cette décision. Mais ni majeurs, ni mineurs aux yeux de la justice, ils errent dans une zone grise administrative, durant laquelle ils ne peuvent prétendre à une prise en charge. Une situation et qui les *"condamne à l'errance"* depuis 119 jours. Vendredi 23 septembre 2022, les 80 jeunes migrants qui occupaient l'endroit ont été évacués après la publication, la veille, d'un arrêté préfectoral. *"Les exilés ont été réveillés à 7h par les services de l'État. Ils ont ensuite été conduits, sous les yeux des CRS qui entouraient le campement, dans des bus"*, direction les CAES d'Île-de-France. La raison officielle qui a poussé les autorités à stopper, selon la préfecture de la région d'Île-de-France, la préfecture de Paris et le préfet de police dans un communiqué commun : *"De graves problèmes de salubrité publique, une épidémie de gale y ayant été constatée par l'agence régionale de santé d'Île-de-France"*. *"Au regard de la situation actuelle, cette manifestation crée un trouble à l'ordre public et met en danger non seulement les occupants du campement, mais également les personnes et riverains qui transitent chaque jour sur la place de la Bastille"*. Mais 'un seul cas de scabiose (autre nom désignant la gale) a été diagnostiqué sur le camp, puis transmis à l'Agence régionale de santé ! Après plus de 100 jours d'occupation, le bilan est mitigé pour les bénévoles. *"D'un côté, c'est positif, car l'opération est une réussite sur le plan humain. Les jeunes ont, au moins pour un temps, trouvé du soutien et profité d'un accompagnement, explique Nikolai Posner. La population locale a été sensibilisée à leur sort, et surtout, la mairie de Paris s'est engagée à mettre à disposition des hébergements pour les mineurs en recours"*. D'après le militant, **la ville de Paris disposera, courant 2023, de deux espaces de 40 et 60 places pour accueillir ces**

jeunes. Alors qu'il n'existe qu'un lieu d'accueil de 40 places actuellement. *"Malgré nos relances, personne – ni la préfecture, ni les ministres concernés – n'a répondu à nos sollicitations. Le sujet de fond, à savoir l'entrée dans la loi de la présomption de minorité, n'a jamais trouvé écho."*

Un camp de **354 migrants** près du canal de l'Ourcq à Paris (19^e arrondissement) a été évacué mercredi 29 septembre 2022, vers 7 heures du matin. Ce camp près du canal de l'Ourcq *« pouvait présenter un danger pour les personnes à cause de la proximité de l'eau »*. Ces migrants (des hommes seuls) ont été pris en charge *"par les services de l'État et leurs partenaires"*, précise la préfecture de police. Depuis le début de l'année 2022, **"4.015 personnes ont été mises à l'abri"**. Cette évacuation était la quinzième conduite par les services de l'État.

Comment aider psychologiquement les migrants à Paris ? Un nouveau projet pourrait surprendre puisqu'il s'agit d'apprendre aux exilés l'apiculture. Lancé en 2019, le Rucher Solidaire des Missions étrangères de Paris en plein cœur de la capitale, s'étale sur plusieurs mois, rythmé par des cours théoriques et pratiques. Et le constat est là, **les abeilles améliorent la santé mentale des exilés** et les aident à se reconstruire en soignant le syndrome de stress post-traumatique.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/evacuation-d-un-campement-de-migrants-a-paris-c-est-le-quinzieme-demantelement-depuis-le-debut-de-l-1664376714>

QUIMPER

Des jeunes exilés qui attendent la reconnaissance de leur minorité par le Conseil départemental du Finistère, sont hébergés, par petits groupes de deux ou trois, dans des chambres d'un hôtel, en centre-ville. Les délais d'attente sont extrêmement aléatoires : les jeunes peuvent patienter quelques semaines, souvent plusieurs mois. Certains atteignent même la majorité sans n'avoir jamais reçu de réponse des autorités, d'après les bénévoles du Temps partagé. Une attente qui génère stress, anxiété et ennui pour ces adolescents, déjà très fragilisés par leur parcours d'exil. L'association, en leur proposant **des sorties et activités sportives** diverses, s'efforce de leur rendre cette période un peu moins difficile. L'idée de **sorties en mer pour les migrants** a germé dans l'esprit des bénévoles il y a un an, quand, se promenant sur les quais en compagnie d'amis et d'un exilé : *"Le jeune était pétrifié. Il rasait les murs. Ça nous a vraiment touché, on s'est dit qu'il fallait faire quelque chose."* Ils achètent un bateau à moteur, *"plus adapté aux jeunes et à leur appréhension"*. Des jeunes prennent le bateau avec les bénévoles : *"C'est pour ça que je suis venu aujourd'hui, pour combattre ma peur."* À l'instar de ses camarades, la mer ravive en lui de mauvais souvenirs. À la fin de l'hiver dernier, le jeune exilé a pris place dans un canot en bois avec une trentaine d'autres personnes depuis une plage de Sfax, en Tunisie. L'embarcation, partie pour Lampedusa, a dérivé pendant trois jours. *"On n'avait pas de nourriture, et un tout petit peu d'eau. Mais j'étais tellement mal sur le bateau qu'à la minute où j'ai bu, j'ai tout vomi."* Finalement secouru par les garde-côtes italiens, Aboubacar garde en mémoire des images "terribles" de cette traversée. *"Je faisais partie des trois personnes qui n'avaient pas de gilet de sauvetage, alors que je ne sais pas nager. Je m'en suis remis à Dieu. Car une fois parti, c'est trop tard, on ne peut pas faire marche arrière."*

LA REUNION

46 personnes de nationalité **sri-lankaise** se trouvent à bord d'un bateau de pêche prêt à débarquer sur les côtes de La Réunion. Escorté par un navire de la Marine nationale, il devrait accoster d'ici la fin de la journée : 16 septembre 2022. Hier, le bateau de pêche se trouvait encore au sud de l'île Maurice. Il avait été repéré depuis mardi par les autorités mauriciennes. On peut *"se demander si les autorités mauriciennes n'ont pas volontairement fermé les yeux au passage du navire les transportant à proximité de leurs eaux territoriales"*. Un avion de surveillance maritime, puis un navire mauricien ont tenté d'entrer en contact avec le bateau de pêche. Mais les garde-côtes mauriciens ne sont pas intervenus davantage. Malgré les tensions récentes et passées, de nombreux Sri-Lankais (90 %) voient leurs demandes d'asile rejetées.

Samedi 17 septembre 2022, un bateau avec à son bord 46 demandeuses et demandeurs d'asile sri-lankais est arrivé au Port à La Réunion. 5 enfants et 41 adultes ont été placés en zone d'attente le jour-même. Depuis ce jour, au motif de simplifier le quotidien, les autorités policières et

judiciaires usent de pratiques avilissantes, déshumanisantes et racistes pour identifier les personnes. Chacune d'elle **est identifiée à l'aide d'un bracelet portant un numéro** – et uniquement ce numéro. Lorsque leurs avocats accompagnés par La Cimade leur rendent visite, la police aux frontières de la Réunion leur demande : « *Vous voulez voir quel numéro ?* » Les personnes ont d'ailleurs été présentées lors de l'audience devant le juge des libertés et de la détention, le juge des référés du tribunal administratif et la cour d'appel de la Réunion avec un bracelet autour du poignet. Ces traitements dégradants n'ont à ce jour pas été sanctionnés par les juges administratifs et judiciaires. Au contraire. Ceux-ci n'ont pas hésité à reproduire ces pratiques illégales. Par exemple, le juge des libertés et de la détention, lors de l'audience du 21 septembre 2022 intimait à l'interprète de : « *Traduisez la même question au 4 et au 12 !* ». Les enfants ne font pas exception. Un enfant âgé de 7 ans, est désormais appelé « 8a ». Le numéro « 8b » n'est autre que son petit frère, âgé de 5 ans. Leur père porte le numéro 8. Un pas supplémentaire a été franchi dans le processus de déshumanisation à l'œuvre dans tous les lieux d'enfermement administratif des personnes étrangères. Seule leur fermeture permettra d'y mettre fin. En attendant, ces pratiques iniques doivent être sanctionnées. Même si la cour d'appel a **libéré 39 personnes lundi 26 septembre 2022 pour vice de procédure**, les personnes qui restent enfermées aujourd'hui dans la zone d'attente de la Réunion et qui ont été victimes de ces pratiques humiliantes doivent être immédiatement remises en liberté.

<https://www.lacimade.org/presse/numeroter-les-personnes-enfermees-en-zone-dattente-pratique-humiliante-a-la-reunion/>

SEINE-SAINT-DENIS

Le conseil d'état avait **annulé, le 3 juin 2022**, un décret datant de 2021 qui **imposait aux étrangers de prendre rendez-vous en ligne**. Il avait alors été demandé au gouvernement de prévoir une "solution de substitution" à cette pratique **dans un délai d'un mois**. À savoir : rendre de nouveau accessibles les préfectures pour certains cas. Le 21 septembre 2022, force est de constater que la situation n'a guère évolué. "*À ma connaissance, aucune alternative n'a été mise en place*" pour le secrétaire fédéral 93 pour la Ligue des droits de l'Homme. La dématérialisation des titres de séjour est vivement critiquée par les associations mais aussi par des instances officielles, comme le Sénat. "*Il faut plus de personnel aux guichets afin de recevoir plus rapidement les personnes et mieux les accompagner dans leurs démarches. Sinon la machine se grippe et les gens deviennent sans-papiers*", avait le sénateur, président de la commission des lois et rapporteur du document, en mai 2022. Nombre de demandeurs de titres de séjour sont dans l'incapacité technique de se plier aux règles de ce système. "*Dans nos permanences, la plupart des gens viennent avec un pauvre smartphone. Quelques fois, ils ne savent pas s'en servir pour télécharger des documents. Ils l'utilisent simplement pour Whatsapp, ils ne se servent même pas des emails*". "*Ce qui a été mis en place par la préfecture est très largement insuffisant et ne répond pas aux demandes du tribunal administratif de Montreuil qui avait donné injonction de mettre en place des moyens effectifs et crédibles*". Les nouvelles démarches qui ne résolvent en rien le problème de départ. "*Le module de prise de rendez-vous a été remplacé par le site démarches simplifiées, mais c'est de la dématérialisation pure et dure*." Et d'ajouter : "*Il est même mentionné que si vous adressez votre dossier par voie postale, il sera considéré comme 'non prioritaire'*. **On est donc bien loin de la mise en œuvre de moyens crédibles.**"

STRASBOURG

Il y a un peu plus d'un an, 110 Afghans arrivaient à Strasbourg, après la prise du pouvoir à Kaboul par les talibans. Treize mois plus tard, plus de la moitié résident désormais ailleurs dans le Grand Est, et une cinquantaine sont toujours en Alsace où ils tentent de s'intégrer avec un œil, toujours, sur les événements dans leur pays. Certains n'ont pas pu rapatrier leur famille ; d'autres ne trouvent pas de travail dans la branche où ils ont une formation. Pour **aider ces réfugiés afghans** installés à Strasbourg et fêter le centenaire de l'amitié franco-afghane, plusieurs événements seront organisés par **l'association culturelle des Afghans** de Strasbourg au mois de novembre : projection de trois courts-métrages tournés par les réfugiés et artistes afghans, deux écrivains afghans seront présents dans une librairie, soirée poésie et musique, rencontre avec des étudiants à l'université de

Strasbourg, grosse soirée solidarité.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/mon-corps-est-la-mais-pas-mon-esprit-un-apres-que-sont-devenus-les-afghans-arrive-a-strasbourg-1663595552>

TOULOUSE

Lundi 19 septembre 2022, la mairie a déposé une requête auprès du tribunal judiciaire de la ville pour demander **l'expulsion de leur campement informel**, à proximité du palais de justice. *"Ce terrain étant dépourvu des équipements de sécurité et de salubrité nécessaires, cette occupation constitue un trouble manifeste à l'ordre public"*. La centaine d'exilés qui survivent sous des toiles de tentes et des petites cabanes, a pris possession des lieux après avoir été expulsé le 26 août 2022 de l'ancien Ehpad des Tournelles dans lequel ils avaient trouvé refuge en février 2020. Lors de cette expulsion, l'un des exilés avait été blessé à la cheville, un autre en état de choc avait été accompagné aux urgences psychiatriques. Certaines avaient été légèrement blessées *"dans le mouvement de foule provoquée par les gaz lacrymogènes"*, indique le coordinateur de Médecins du Monde. À l'issue de l'expulsion, le département avait pris en charge des jeunes isolés dont la minorité avait été vérifiée par le procureur de la République, soit 10 personnes au total. Dans un communiqué, Médecins du Monde rappelle que "les conséquences" de ces expulsions sont "multiples et violentes" pour les migrants. "Elles viennent s'ajouter aux traumatismes antérieurs rencontrés sur la route de l'exil, la perte de repères pour des adolescents isolés une fois arrivés en France, l'insécurité administrative, la remise en cause de leur propre identité et de leur vécu". Ces mises à la rue mettent aussi "à mal les chances d'intégration de ces jeunes dans des dispositifs scolaires adaptés". L'ONG réclame ainsi "l'ouverture d'un dispositif d'accompagnement et d'hébergement adapté aux besoins des mineurs isolés étrangers exclus du dispositif de protection de l'enfance", en recours auprès du juge pour enfants. Le but ? Permettre enfin à ces jeunes de "prendre soin d'eux - dormir, se laver, s'habiller, se nourrir, se soigner, continuer leurs démarches juridiques, reprendre leur scolarité". Des besoins basiques qui restent à ce jour inaccessibles aux jeunes du campement palais de justice.

Vendredi 16 septembre 2022, lors d'une table ronde organisée à la préfecture de Haute-Garonne avec le département, **le maire avait déjà rejeté la responsabilité de ces jeunes à l'État et au département**, chargé "de reloger" ces exilés pour l'un, et compétent pour "prendre en charge les mineurs" pour l'autre. Problème, si la plupart des migrants présents dans le camp se disent mineurs, ils ont été déclarés majeurs par le Conseil départemental, en charge de la reconnaissance de minorité. Ils ont donc déposé un recours devant la justice pour contester cette décision. Mais en attendant la réponse du juge, et pendant que les autorités s'en rejettent la responsabilité, ils se retrouvent à la rue. Une situation que dénonce Médecins du Monde, qui estime qu'environ "96%" d'entre eux sont bien mineurs, et ont besoin de protection.

Un important trafic d'aide à l'entrée sur le territoire français via Toulouse pourrait avoir été **démantelé** mercredi 29 septembre 2022. Plusieurs gardes à vue sont en cours. Le parquet de Saint-Gaudens communique à minima. Le procureur de la République de Saint-Gaudens explique que c'est un **dossier complexe et imposant** qui a débuté courant 2021. Avec plusieurs vagues d'interpellations. La dernière en date : ce mercredi. Plusieurs personnes interpellées, peut-être cinq, dont la tête de réseau qui vivait à cheval sur **l'Espagne et l'Algérie**. Elles sont soupçonnées d'appartenir à un important **réseau de passeurs de clandestins** entre l'Algérie et la France via l'Espagne. Le parquet insiste : c'est le dossier qui démontrera quels étaient les tarifs proposés aux migrants, le parcours emprunté et les conditions du périple. Plusieurs mises en examen devraient être prononcées dans la journée de vendredi 1^{er} octobre 2022.

TOURS

Utopia alerte. En une semaine, 4 jeunes sont arrivés, **mis à la rue par le département** suite à une évaluation de leur minorité subjective et à charge. Au mois de septembre 2022, ce sont au total 10 jeunes qui se sont présentés au local d'Utopia 56 Tours après une mise à la rue. Les bénévoles de l'association Utopia 56 Tours constatent qu'ils n'ont plus la possibilité de **compenser les manquements des pouvoirs publics** concernant les jeunes non accompagnés et arrêtent les mises

à l'abri. Nos hébergements solidaires arrivent à saturation. **NOUS N'AVONS PLUS DE PLACE.** Les conditions de sécurité, de dignité et d'humanité minimales pour continuer nos actions quotidiennes ne peuvent être assurées. Notre association n'est plus en capacité d'assurer bénévolement ce que **le département et l'État ne font pas.** Les bénévoles d'Utopia 56 Tours appellent une fois encore les pouvoirs publics à **prendre leurs responsabilités.** Nous **simples citoyens,** avons hébergé en Touraine, plus de **1300 jeunes remis dehors par le département depuis 2017,** distribué des repas et des biens de première nécessité et assuré collectivement des heures de bénévolat, sans jamais cesser d'alerter les autorités compétentes. Pourtant, malgré nos multiples demandes pour trouver des solutions, **TOUT DIALOGUE EST REFUSÉ PAR LE DÉPARTEMENT D'INDRE ET LOIRE.** Utopia 56 Tours refuse de porter la responsabilité des jeunes qui seront à la rue. Il est trop facile de remettre des jeunes à la rue et d'abandonner les citoyens face à des dizaines de jeunes à la rue, **toujours invisibles aux yeux de nos institutions.** Les bénévoles d'Utopia 56 Tours seront contraints de distribuer tentes et duvets si des jeunes devaient se présenter de nouveau au local de l'association. Nous resterons actifs et vigilants et continuerons de témoigner de cette situation intenable dans laquelle se trouvent ces jeunes. **L'équipe d'Utopia 56 Tours continuera d'accompagner les jeunes dans leurs démarches pour faire valoir leurs droits.**

<https://utopia56.org/utopia-56-tours-ne-peut-plus-mettre-a-labri-les-jeunes-non-accompagnes-remis-a-la-rue-par-le-departement/>

USSEL

Il y a six ans, pour juguler les regroupements de migrants à Calais et à Paris, le gouvernement avait créé des **centres d'accueil dans plusieurs villes de province et envoyés dix d'entre eux à Ussel en Corrèze.** *« Nous avons invité la population à se réunir et préparer l'arrivée des migrants, et, à notre grande surprise, beaucoup de gens sont venus à ces réunions. Tous avaient le désir d'aider; d'apporter leur contribution à cette intégration. Nous avons préparé deux appartements d'une cité HLM, nous les avons meublés et nous avons attendu de connaître leur date d'arrivée pour remplir les frigos. »* Les dix migrants annoncés par le gouvernement ne sont pas arrivés ensemble. Six d'entre eux sont arrivés dans le même bus, puis les autres séparément quelques jours plus tard. *« On nous a installés dans deux appartements, chacun sa chambre. Nous étions contents. Nous venions de Calais où on dormait dehors, au froid, à la pluie. Ici, il y avait tout ce qu'il fallait, même de quoi manger. »* *« A ton arrivée, tous ces gens qui prennent du temps pour t'aider, sans être payés, tu ne comprends pas. D'habitude les gens qui viennent vers toi, c'est pour te racketter. J'étais méfiant. »* *« Parmi la vingtaine de bénévoles prête à aider, plusieurs avaient été professeurs. Nous avons commencé à faire de l'alphabétisation au presbytère puis au centre culturel Jean Ferrat, cinq jours par semaine, avec des cours le matin et parfois le soir. »* Très vite, bénévoles et migrants ont sympathisé, échangé leurs numéros de téléphone puis multiplié les rencontres : fêtes, repas, manifestations sportives. *« Cela nous a beaucoup rapproché et certains ont noué des liens très étroits. »* Lun des migrants raconte son périple : traversée de l'Afrique, maltraitance en Libye, angoissante Méditerranée, nuits d'insomnie sur les trottoirs de Paris ou dans la jungle de Calais. *« Je suis arrivé à Ussel très fatigué et malade. Le groupe d'accueil m'a mis dans une chambre tout seul, un bon lit et une bonne douche. J'en avais besoin, j'étais tellement fatigué dans la tête et le corps. »* Après un temps de remise en forme, *« je suis allé offrir mes services au Secours Catholique et au Resto du cœur. Je suis aussi allé au jardin partagé du Secours Catholique et j'ai participé aux sorties du groupe. Puis je me suis inscrit au club de rugby de la ville. Je joue depuis dans l'équipe d'Ussel. C'est grâce à mes contacts au rugby que j'ai trouvé du travail. »* Il a obtenu sa carte de séjour en 2019 après un recours devant la Cour nationale du droit d'asile (Cnda). *« Dès que j'ai eu le statut de réfugié (la Cnda a reconnu qu'il était en danger de mort dans son pays), j'ai trouvé du travail. D'abord dans une industrie aéronautique, mais à cause du Covid, on a été obligé d'arrêter de travailler. Alors, j'ai trouvé un autre emploi dans un entreprise qui fabrique des portes et des fenêtres, ici à Ussel. »* *« Ma vie est désormais en France, convient-il. En Corrèze. »*

<https://www.secours-catholique.org/actualites/ussel-terre-daccueils?>

MANCHE

Jeudi 15 septembre 2022, la traversée de la Manche aurait pu être fatale pour un groupe de **38 personnes**. Vers 6h heure locale ce matin-là, leur embarcation s'est dégonflée et a chaviré au large des côtes du Kent, **au Royaume-Uni**. Une fois l'alerte donnée, les garde-côtes ont coordonné des recherches pour les retrouver, à l'aide de bateaux, d'un avion et d'un hélicoptère. À leur arrivée sur les lieux du naufrage, près d'une heure plus tard, *"certains passagers étaient déjà dans l'eau"*. À 7h07, tous ont finalement **été secourus**, sains et saufs. Ils ont ensuite été emmenés au port de Douvres. Ce même jour, 617 personnes réparties dans 14 bateaux ont été sauvées en mer et amenées à Douvres et Dungeness. La veille, aucune traversée n'a été enregistrée, alors que mardi 13 septembre 2022, 538 exilés avaient atteint les côtes britanniques.

Dans la nuit de mercredi 14 à jeudi 15 septembre 2022, plusieurs **opérations de secours** ont été menées sur le littoral. À 7h25, les pompiers sont intervenus auprès d'un groupe de ressortissants albanais, dont des enfants de 1 à 6 ans, à **Blériot Plage**. Certaines de ces personnes "un peu mouillées" ont été amenées à l'hôpital de **Calais** pour des hypothermies légères. Plus tôt dans la nuit, un autre groupe de 45 exilés – des Afghans, des Iraniens des Soudanais - a été intercepté. *"Un Afghan de 22 ans et un Syrien de 18 ans souffraient respectivement d'hypothermie légère et grave. Ils ont été transportés à l'hôpital de Calais"*. Jeudi 15 en début de matinée, les garde-côtes français ont secouru 39 exilés en difficulté au large de Calais. Ils ont ensuite été débarqués "au port de **Boulogne** en milieu de journée".

Plus de 30 000 personnes ayant traversé la Manche ce jeudi 22 septembre 2022, indique le **ministère britannique** de la Défense. Mercredi 21 septembre 2022, 667 migrants ont effectué la traversée à bord de 15 embarcations, portant à 30 515 le nombre de migrants ayant risqué leur vie pour rejoindre l'Angleterre depuis janvier 2022. Les débarquements ont augmenté de manière continue depuis le début de l'année 2022. Les Albanais, les Afghans, les Iraniens, les Irakiens, suivis des Syriens, sont les cinq premières nationalités des arrivants. Alors que le gouvernement conservateur du Royaume-Uni a fait de la lutte contre les traversées en "small boat" l'une de ses priorités, un récent rapport parlementaire estime que 60 000 personnes pourraient atteindre le pays en 2022. Pour ceux qui parviennent à atteindre le sol anglais, le système d'accueil auxquels ils se trouvent confrontés est complexe et opaque. Nombreux sont ceux qui se retrouvent laissés dans l'incertitude pendant leur demande d'asile, trimballés d'hôtel en hôtel à travers le pays

Les **autorités françaises** doivent assurer la **multiplication des opérations de secours en mer**. Dans la première moitié de cette semaine, pas moins de 85 migrants ont été secourus. Dans la nuit de mardi 13 septembre 2022 à mercredi 14, 45 naufragés ont été ramenés au port de Calais, la nuit précédente, 40 migrants ont été secourus et débarqués au port de Boulogne-sur-Mer.

Une opération de grande ampleur a été menée dans le nord de la France, a annoncé jeudi 22 septembre 2022, le patron de l'Office central spécialisé dans la lutte contre l'immigration irrégulière (Ocriest). Une **importante filière irako-kurde de passeurs de migrants** a été démantelée près de **Lille**. Les enquêteurs ont découvert lundi *"une vraie usine à fourniture de matériels nautiques"*. Il y avait *"13 bateaux pouvant transporter 50 migrants chacun, 14 moteurs de bateaux, 700 gilets de sauvetage, une centaine de gonfleurs, 700 litres de carburant"*. Au cours de cette opération, sept personnes ont été interpellées, quatre hommes et trois femmes. Six ont été déférées jeudi devant la justice, une femme ayant été remise en liberté. Trois hommes sont irako-kurdes, les autres sont français. D'après les enquêteurs, les passeurs ont réalisé depuis **l'été 80 traversées, dont 50 réussies**. Les trafiquants empochaient "80 000 euros par traversée". L'enquête a débuté en janvier sur la base d'un renseignement néerlandais parvenu à l'unité de renseignement opérationnel franco-britannique mise en place pour lutter contre les filières de passeurs en coordination avec Europol et plusieurs pays (Belgique, Pays-Bas, Allemagne). Il s'agissait d'un contrôle à la frontière entre

l'Allemagne et les Pays-Bas de jeunes de nationalité française, qui acheminaient des bateaux. Ces "small boats" provenaient d'Allemagne, transitaient par les Pays-Bas pour arriver ensuite sur le littoral nord-ouest de la France. Les enquêteurs sont ensuite parvenus à l'entrepôt implanté près de Lille et à l'opération déclenchée lundi à la faveur d'un nouvel arrivage de bateaux en provenance d'Allemagne.

MÉDITERRANÉE

Entre les 28 septembre 2021 et 2022, 53 personnes sont décédées sur la Manche, selon les associations.

LA TURQUIE ACCUSE LA GRECE

La Grèce et la Turquie entretiennent des relations extrêmement tendues et s'accusent mutuellement de violer les droits des migrants à leurs frontières respectives. Au cœur de cette politique de contrôle des frontières maritimes et terrestres, de nombreux refoulements illégaux en mer ont déjà été documentés par des ONG ou des médias et font l'objet de témoignages. Cependant, les autorités grecques nient toujours en bloc le recours à cette pratique illégale.

Les corps sans vie de deux nourrissons, trois enfants et une femme ont été retrouvés en mer Égée, mardi 13 septembre 2022. Toutes faisaient partie d'un groupe de près **de 80 migrants refoulé par les garde-côtes grecs**, selon le ministère turc de l'Intérieur. *"Après avoir été pris à bord d'un bateau des garde-côtes grecs et dépouillés de leurs biens de valeur, ils ont été placés à bord de quatre embarcations et abandonnés à la dérive à proximité des eaux territoriales turques"*, selon un garde-côte turc, s'appuyant sur les témoignages des survivants. Le groupe aurait initialement embarqué depuis le port du district de Tripoli au Liban, samedi 10 septembre 2022, pour tenter de rejoindre l'Italie. Après une panne de carburant, survenue lundi 12, au large de l'île grecque de Rhodes, les exilés auraient appelé au secours les garde-côtes grecs. C'est là que le refoulement vers les eaux turques serait intervenu, selon d'Ankara. 73 exilés, répartis sur les quatre radeaux ont été secourus. Les embarcations ont toutes été repérées au large de la province de Mugla, non loin de la ville de Marmaris, au sud-ouest de la Turquie. Dans la nuit de lundi à mardi, les garde-côtes avaient reçu une alerte, et dépêché deux bateaux de secours. Dans un premier temps, 66 personnes ont été secourues. Un hélicoptère, un avion et un troisième bateau ont été déployés sur zone, et les équipes ont découvert 7 autres migrants accrochés à un radeau. Tous ont pu être ramenés à terre sains et saufs, selon les autorités turques. Il manquerait encore cinq disparus, selon les témoignages des survivants. Parmi eux, deux bébés. Les recherches sont donc maintenues sur zone. **Mardi 13 septembre 2022, les 250 passagers d'un bateau situé au large de Malte ont été secourus par les autorités italiennes.** Les autorités italiennes ont d'abord transféré les enfants sur le bateau de sauvetage, puis les adultes, et se sont ensuite dirigées vers l'Italie. Les rescapés y sont arrivés mardi dans la soirée.

Selon les données de l'Organisation internationale des migrations (OIM), au moins **1 039 personnes ont péri dans les eaux de la Méditerranée centrale** depuis le début de l'année, en tentant de rejoindre les côtes européennes. Et depuis 2014, date du premier recensement, ce chiffre atteint 19 884 morts ou disparus. (voir ci-dessous **Syrie-Liban**)

GEO BARENTS

Le navire a procédé à **quatre sauvetages** ces derniers jours. Dans la nuit de dimanche à lundi 19 septembre 2022, trente personnes ont été secourues dans les eaux internationales. La nuit d'avant, 294 personnes, principalement égyptiennes, avaient été secourues au sud de Malte. Cette opération a duré près de cinq heures. Les rescapés ont indiqué qu'ils se trouvaient en mer depuis quatre jours. Le bateau surchargé avait auparavant été repéré par des pilotes volontaires qui parcouraient la zone à la recherche de migrants en détresse. Une photo prise à ce moment-là avait

montré des personnes entassées faisant des gestes pour appeler à l'aide. L'Open Arms avait auparavant secouru 59 migrants, originaires de Syrie, du Soudan et d'Érythrée, parmi lesquels dix mineurs, qui s'étaient réfugiés sur une plate-forme pétrolière dans les eaux internationales près de la Tunisie. Le cadavre d'un homme, qui faisait partie de ce groupe, a par ailleurs été retrouvé. Cet homme avait été tué par balle par des passeurs lorsque le groupe se trouvait encore à terre. "Les passeurs ont forcé les gens à prendre le cadavre avec eux. Ils ont passé une journée environ en mer et ont gardé le cadavre jusqu'à ce qu'ils soient sauvés." Samedi matin 17 septembre 2022, 19 autres migrants, dont 16 Syriens, ont été sauvés au large des côtes libyennes. Des personnes désespérées se sont jetées à l'eau, ce qui a compliqué les sauvetages. Il a secouru dans la nuit de lundi 20 à mardi 21 septembre 2022, 76 exilés à bord d'un canot pneumatique. L'alerte avait été donnée par la plateforme d'aide aux migrants en mer, Alarm Phone. *"La mer agitée et l'obscurité totale ont rendu l'opération de sauvetage difficile mais tous les survivants sont maintenant sains et saufs". "Nous étions perdus, nous ne savions pas où nous allions. Je ne peux pas croire que nous ayons survécu"* a dit l'un des naufragés.

OPEN ARMS UNO

Dans la nuit de dimanche à lundi 19 septembre 2022, trente personnes ont été secourues dans les eaux internationales. La nuit d'avant, 294 personnes, principalement égyptiennes, avaient été secourues au sud de Malte. Cette opération a duré près de cinq heures. Les rescapés ont indiqué qu'ils se trouvaient en mer depuis quatre jours. Le bateau surchargé avait auparavant été repéré par des pilotes volontaires qui parcouraient la zone à la recherche de migrants en détresse. Une photo prise à ce moment-là avait montré des personnes entassées faisant des gestes pour appeler à l'aide. Il avait auparavant secouru 59 migrants, originaires de Syrie, du Soudan et d'Érythrée, parmi lesquels dix mineurs, qui s'étaient réfugiés sur une plate-forme pétrolière dans les eaux internationales près de la Tunisie. Le cadavre d'un homme, qui faisait partie de ce groupe, a été retrouvé. Cet homme avait été tué par balle par des passeurs lorsque le groupe se trouvait encore à terre. Les passeurs ont forcé les gens à prendre le cadavre avec eux. Ils ont passé une journée environ en mer et ont gardé le cadavre jusqu'à ce qu'ils soient sauvés. Samedi matin 17 septembre 2022, 19 autres migrants, dont 16 Syriens, ont été sauvés au large des côtes libyennes. Durant chaque sauvetage, des personnes désespérées se jetaient à l'eau, ce qui compliquait les sauvetages. L'ONG espagnole a annoncé mercredi 21 septembre 2022 que son navire avait obtenu l'autorisation de débarquer en Italie ses 402 migrants. Le bateau a accosté jeudi matin 22 septembre au port de Messine, en Sicile.

SEA-EYE 4

Il a pu débarquer vendredi 16 septembre 2022 à Tarente les plus de 100 naufragés qu'il transportait. Puis il est arrivé à Burriana en Espagne avant de repartir.

SEA WATCH 3

Il a débarqué dimanche à Reggio de Calabre, en Italie, les 428 rescapés qui se trouvaient à son bord depuis plusieurs jours. *"Nous avons réussi ! (...) Tous nos passagers ont débarqué aujourd'hui. Pour l'équipage, il est maintenant temps de se reposer un peu puis de préparer le navire pour notre prochaine mission."*

LE HUMANITY 1 (ANCIEN SEA WATCH 4)

Lundi 19 septembre 2022, il navigue dans l'attente d'un port sûr, avec 398 personnes à bord. L'équipage a effectué 13 demandes d'attribution de port, sans succès. *« Deux bébés d'un an et demi, et un de cinq mois, ont dû être évacués pour des raisons médicales. Ils sont faibles à cause de la situation stressante et du manque de lait en poudre approprié. Leurs trois mères ne peuvent pas allaiter à cause de l'épuisement. »* A bord, la situation reste "critique", *"Le ravitaillement s'épuise, les membres d'équipage sont également malades, le mauvais temps approche. Nous sommes particulièrement préoccupés par les 55 enfants de moins de 13 ans et les 110 mineurs non accompagnés."*

VOILIER NADIR

Le 20 septembre 2022, le voilier Nadir de l'ONG Resqhip a trouvé 30 personnes en détresse sur une embarcation surchargée. Par sécurité, neuf femmes et un enfant ont été embarqués à bord du voilier. L'embarcation en détresse a ensuite été remorquée avec les vingt rescapés hors de Lampedusa et ont été pris en charge par les garde-côtes italiens.

UNION EUROPÉENNE

FAIRE PASSER DES MIGRANTS EN EUROPE A BORD DE JETS PRIVÉS

Cinq personnes, soupçonnées d'avoir fait entrer illégalement des migrants en Europe depuis la Turquie à bord de jets privés, ont été arrêtées, a déclaré la police italienne mercredi 14 septembre. Trois hommes - un Italien et deux Egyptiens - sont actuellement détenus à Rome, tandis qu'un autre Egyptien et une femme tunisienne ont été arrêtés à Bruxelles. Deux autres suspects sont par ailleurs toujours en fuite en Italie et en Belgique. La police belge a également saisi deux jets privés d'une valeur de 426 000 euros. Les suspects, sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par les autorités belges, sont accusés de faire partie d'une organisation criminelle qui encourage l'immigration illégale, selon la police. D'après les enquêteurs, les migrants se faisaient passer pour des voyageurs riches afin de tromper la vigilance des autorités. Les passeurs donnaient aux candidats à l'exil de faux passeports diplomatiques censés provenir de Saint-Christophe-et-Niévès, puis les mettaient dans un vol en direction de ce petit État des Antilles, avec une escale en Europe. Durant leur transit dans l'aéroport européen, les migrants, principalement des Kurdes et des Irakiens, déclaraient leur vraie identité et indiquaient vouloir déposer une demande d'asile. Selon les enquêteurs, qui ont travaillé sur cinq vols de ce genre ayant atterri en Italie, en Allemagne, en France, en Autriche et en Belgique entre octobre et décembre 2020, chaque migrant devait s'acquitter de la somme de 10 000 euros pour ce voyage. Ce coup de filet a été rendu possible grâce à des enquêtes conjointes entre les forces de police de ces cinq pays européens, avec l'aide des autorités américaines et des agences de l'Union européenne Europol et Eurojust.

LA "CARAVANE DES SOLIDARITES"

Partie lundi de **Bilbao** en Espagne, la caravane, composée de 160 associations, d'ONG et d'exilés, est arrivée à **Bruxelles** jeudi 29 septembre 2022. Durant ces plus de 1 000 kilomètres de trajets effectués à pied, en bus et en train, les participants, issus d'Europe, du Maghreb ou du Sahel, ont dénoncé une "*politique migratoire européenne meurtrière*" pour les personnes qui tentent de rejoindre le continent. Avant son arrivée à Bruxelles, la marche a fait étape dans plusieurs villes d'Espagne et de France dont **Calais**, ville portuaire d'où des milliers de migrants tentent de traverser la Manche pour se rendre en Angleterre. Réunis dans le parc de Richelieu, endroit symbolique de la ville où sont organisés des veillées funèbres après chaque annonce de décès dans la région, ils ont brandi des affiches avec les noms et nationalité de personnes décédées lors d'une traversée. Outre les décès aux frontières, la régularisation des travailleurs est aussi un cheval de bataille qui guide la caravane. D'où cet arrêt dans la banlieue parisienne, à Alfortville. Devant les entrepôts de l'usine Chronopost, la caravane est venue apporter son soutien à la centaine de grévistes sans-papiers de l'usine. Depuis presque un an, ils campent devant la firme et réclament une régularisation de leur situation après avoir travaillé des mois, voire des années, dans des conditions de travail très difficiles. "Avec toutes ces discussions qui avaient émergées pendant le Covid sur le rôle des travailleurs migrants dans les emplois essentiels, des réformes ont été menées, notamment au Portugal, mais elles n'ont pas été suivies dans les faits". Avec pour slogan, "*des droits, pas des morts*", elle exige des institutions européennes des "*mesures concrètes pour garantir les droits humains*" de ceux qui, par milliers, tentent chaque année de rejoindre l'Europe. Avant une manifestation dans le quartier

européen de la capitale belge prévue samedi, des représentants d'associations et ONG de Belgique, France, Espagne et Hollande ont été reçus ce jeudi par des eurodéputés. Au sein du Parlement, une dizaine d'élus de groupe d'extrême gauche et des Verts a écouté pendant plusieurs heures le discours de la délégation. que ce soit le groupe de contrôle de Frontex, les pushbacks ou les discussions dans l'hémicycle autour de la politique migratoire, le tour des sujets a été fait. Avec ces parlementaires "très aguerris sur les questions migratoires" et qui ont *"des difficultés à porter ce sujet au sein de l'UE", les discussions ont été "franches et intéressantes"*. *"Nous avons dit aux eurodéputés que l'externalisation, la militarisation de toutes les frontières et la criminalisation de la solidarité sont les raisons pour lesquelles les gens meurent en essayant de traverser les frontières"*. Cette rencontre avait aussi pour but de passer un message aux élus européens alors qu'un nouveau pacte migratoire doit être voté avant les prochaines élections européennes de 2024, dans un climat qui inquiète de nombreuses associations. *"Les politiques nationalistes prennent de plus en plus d'ampleur en Europe et sont de plus en plus répressives"* rappelle la chargée de plaidoyer qui réclame, avec les autres organisations, *"un contrôle qui soit plus effectif de ces politiques"*. *Il faut pouvoir "mettre en cause la responsabilité de l'Union européenne face à ces morts et disparus, mais aussi les violations des droits humains que la politique migratoire engendre"*. Le parcours de la caravane se clôturera samedi 1^{er} octobre 2022 après un week-end d'évènements dont le *"Sommet des peuples", "une réflexion entre associations sur la poursuite des combats et l'agenda des prochains mois"*. Après cela, les associations donneront une dernière fois de la voix lors d'une manifestation devant les instances européennes.

ALLEMAGNE

Berlin veut étendre ses capacités d'accueil pour les réfugiés syriens qui ont particulièrement besoin de protection, a annoncé cette semaine le Sénat de la ville-Etat dans un communiqué de presse. Le Land **de Berlin accueillera ainsi en 2023 quelque 300 Syriens** vivant actuellement dans des camps de réfugiés au Liban. En coopération avec l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) seront transférés à Berlin des réfugiés syriens qui ne peuvent être pris en charge de manière adaptée au Liban, notamment les personnes malades ou handicapées, les groupes vulnérables, dont les familles nombreuses. Déjà 209 Syriens sont arrivés à Berlin dans le cadre de ce programme depuis 2021.

AUTRICHE

À quelques jours des élections présidentielles, mercredi 28 septembre 2022, le gouvernement a annoncé le rétablissement des **contrôles à sa frontière avec la Slovaquie**, à l'est. La décision a été mise en application le soir-même, à minuit, *"pour au moins dix jours"*, a indiqué le ministre de l'Intérieur. 11 points de passage vont être mis en place, quelques jours après le renforcement de contrôles similaires aux **frontières avec la Hongrie et la Slovaquie**. *"Nous devons être plus rapides que la mafia des passeurs. C'est une mesure nécessaire"*, car il note *"une augmentation des passages de clandestins"*. D'après le responsable conservateur, ces flux auraient poussé le système d'asile autrichien "à ses limites". Une forte et soudaine augmentation du nombre de ressortissants indiens, rarement éligibles à l'asile, a été constatée ces derniers mois, outre l'arrivée de demandeurs afghans et syriens. L'Autriche, qui compte 9 millions d'habitants, a enregistré de janvier à août 2022 56 000 demandes d'asile, soit plus que pour l'ensemble de l'année 2021. Mercredi, 28 septembre 2022, le gouvernement a signé un plan d'action avec la **Suisse**, qui prévoit un renforcement des interventions de la police des frontières, et un engagement des deux pays pour des procédures de retour effectives. Des patrouilles communes seront également déployées dans le trafic ferroviaire transfrontalier.

BULGARIE

La Bulgarie a déclaré **l'état d'urgence partiel** sur son territoire pour faire face à l'afflux de migrants à sa frontière avec la Turquie.

CHYPRE

La quasi-totalité des 15 130 demandeurs d'asile ont traversé la "zone tampon" qui sépare

Chypre de la région du nord sous occupation turque, soit le double par rapport à 2021. Le ministre de l'Intérieur a précisé que **Chypre** était le pays de l'Union européenne qui comptait **le plus de demandeurs d'asile par habitants**. Il se rendra à l'ONU fin septembre 2022 : "Je veux discuter avec eux de la façon dont ils perçoivent le problème des traversées que nous vivons". L'ONU, dans le cadre de la mission de maintien de la paix, a un mandat pour intervenir sur la ligne verte de 180km qui sépare Chypre de la région du nord. Mais ce mandat ne concerne pas les opérations visant à stopper le flux migratoire. De leur côté, les autorités chypriotes ne cessent de bâtir des barrières de barbelés et d'installer des systèmes de surveillance afin **d'empêcher les passages de la frontière**. Une brigade de 300 hommes a également été mis en place pour patrouiller le long de la séparation. Depuis plusieurs années, le passage par Chypre est privilégié par les demandeurs d'asile, car beaucoup moins dangereux que la traversée de la mer Méditerranée, notamment par les demandeurs d'asile africains. De nombreux migrants se rendent donc en Turquie avec leur passeport et un visa étudiant puis emprunte un vol vers Ercan, dans la région du nord sous domination turque pour enfin traverser la zone verte et atteindre l'UE. L'île est *"une porte d'entrée facile d'accès pour l'Europe"*.

ESPAGNE

Le 9 septembre 2022, un **migrant ivoirien, a été renvoyé** par les autorités espagnoles **vers le Maroc**. Dans la même soirée, un juge de Las Palmas, sur l'île de Grande Canarie, a ordonné que cette expulsion soit suspendue le temps d'analyser la situation de l'exilé. Mais, lorsque l'ordonnance du juge a été rendue, le vol d'expulsion avait déjà décollé. Trois jours plus tard, lundi 12 septembre 2022, le Tribunal supérieur de justice des îles Canaries a indiqué qu'il ne s'agissait que d'une escale à Casablanca et que le jeune homme avait été rapatrié dans son pays d'origine. L'expulsion a néanmoins eu lieu sans même que l'Ivoirien de 23 ans ne puisse s'entretenir avec son avocat. Alors qu'il était enfermé au centre de rétention pour étrangers Barranco Seco, son conseil n'a pas obtenu l'autorisation de pénétrer dans la structure pour le rencontrer au cours des deux jours précédant son renvoi, rapportent deux ONG de défense des droits des migrants. Les propos de l'Ivoirien qui laissent penser que son rapatriement en Côte d'Ivoire n'était pas initialement prévu et que c'est bien au Maroc qu'il devait être expulsé. *"La police m'a informé qu'elle ne pouvait pas m'envoyer dans mon pays et que l'ambassade de Côte d'Ivoire acceptait mon expulsion vers le Maroc. Je pouvais voir le ticket qui était sur la table et il était écrit Casablanca. J'ai bien peur que le Maroc ne soit pas un pays sûr pour nous, Subsahariens"*. Le renvoi du jeune homme *"implique une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme"*. Il *"fait partie d'un groupe systématiquement exposé à une pratique de traitements inhumains et dégradants au Maroc par les autorités de ce pays"*, les 2 ONG soulignent que *"la situation des migrants subsahariens est particulièrement préoccupante"* dans ce pays. Son renvoi au Maroc représente un risque *"pour son intégrité physique et mentale"*, insistent les humanitaires. La hâte dont ont fait preuve les Espagnols à expulser ce migrant s'explique par la nouvelle vigueur des relations hispano-marocaines dans la lutte contre l'immigration irrégulière. *"Il est intolérable que les droits de l'Homme aux îles Canaries servent des intérêts géostratégiques régionaux"*, a condamné l'ONG. *Ces violations des droits de l'Homme sapent la démocratie et créent un grave précédent dans les relations hispano-marocaines.* « En échange d'un soutien financier espagnol et européen, le Maroc s'est engagé à retenir sur son sol, les migrants qui tentent de pénétrer dans l'Union européenne. Près de 10 600 migrants ont débarqué aux Canaries entre janvier et août 2022, soit une hausse de 16 % par rapport à l'année dernière, selon le HCR.

GRECE

Point de passage d'une grande route migratoire, la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie se situe au niveau d'un fleuve : l'Evros. Sur ce fleuve-frontière, certains îlots - entourés d'un certain flou juridique – se transforment de plus en plus souvent en terre piège pour des migrants et demandeurs d'asile que la Turquie pousse au départ et dont les Grecs refusent l'arrivée. En juillet, les îlots du fleuve Evros ont d'ailleurs été particulièrement médiatisés lorsqu'une fillette de cinq ans, qui faisait partie d'un groupe de 40 personnes, a trouvé la mort sur l'un d'eux.

L'ONG Aegean boat report s'est procurée la vidéo du **refoulement d'un bateau de 35**

migrants survenu dimanche 18 septembre 2022, au large de l'île grecque de Rhodes. Les images montrent des hommes en uniforme et cagoulés qui effectuent, avec leur embarcation, des manœuvres pour repousser le bateau d'exilés. L'ONG affirme qu'il s'agit d'un navire appartenant à des garde-côtes stationnés à Rhodes. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, dimanche 18 septembre 2022, par l'ONG norvégienne Aegean Boat Report, on voit un groupe d'hommes cagoulés et en uniforme noir effectuer des manœuvres à bord d'un bateau gonflable pour en repousser un autre. C'est sur cette seconde embarcation que se trouve la personne qui filme la scène, alors qu'elle tentait d'atteindre l'île grecque de Rhodes, en compagnie de plusieurs autres exilés. Selon Aegean Boat Report, l'incident s'est déroulé dimanche, entre Rhodes et les côtes turques. *"Les Grecs veulent nous faire chavirer"*, crie un homme en arabe alors que le bateau semble se faire heurter à plusieurs reprises par l'embarcation des hommes cagoulés. Aegean Boat Report affirme avoir formellement identifié un équipage de garde-côtes grecs. *"Dans la vidéo, on peut clairement voir trois hommes masqués, dans ce qui semble être des uniformes de la marine grecque, dans un semi-rigide appartenant aux garde-côtes grecs. Pour rendre la chose encore plus évidente, le numéro d'identification du bateau est visible, ΑΣ-1037, ce qui confirme qu'il s'agit bien d'un semi-rigide des garde-côtes grecs stationné à Rhodes"*. On a retrouvé la trace du bateau de la vidéo dans une publication sur un exercice des garde-côtes de Rhodes mené en 2018. En 2021, l'ONG norvégienne Aegean Boat Report a comptabilisé 629 cas de refoulements illégaux de migrants depuis les îles de la mer Égée, dont plus de la moitié à Lesbos et à Samos. Depuis mars 2020, près de 26 000 personnes ont été refoulées illégalement du territoire grec, estime l'organisation.

Depuis le 13 juillet 2022, le gouvernement a mis en place une **nouvelle procédure**. Désormais, les **demandeurs d'asile doivent s'inscrire sur une plateforme en ligne**, disponible en plusieurs langues. Les personnes s'inscrivent pour prendre rendez-vous dans un centres d'identification. Il en existe plusieurs dans tout le pays. Cinq sur les îles de la mer Égée : Chios, Lesbos, Samos, Kos, Leros. Et au moins trois sur le continent : Fylakio près d'Evros, Diavata, près de Thessalonique et Malakasa, près d'Athènes. Le but de cette nouvelle pratique est de centraliser les demandeurs d'asile dans un même lieu, éviter qu'ils soient éparpillés sur tout le territoire, et **placer un maximum de personnes dans des camps fermés**. C'est de plus en plus difficile de demander l'asile en Grèce, et donc in fine à obtenir le statut de réfugié. Tous les outils sont mis en place pour rendre la procédure d'asile impossible. La conséquence directe est que le gouvernement crée des sans-papiers. Le système est tellement saturé que les rendez-vous donnés aux gens qui s'inscrivent en ce moment ne sont pas donnés avant novembre 2023. Pendant un an, où tu dormir, comment subvenir à ses besoins ? Pendant cette période, les demandeurs n'ont pas le droit à un hébergement ou à une aide financière. S'ils se font arrêter par la police, vont-ils renvoyer la personne vers la Turquie ou son pays d'origine, étant donné qu'il n'est pas enregistré comme demandeur d'asile ? Cette nouvelle procédure complique encore plus le quotidien des exilés. Et ça pose un certain nombre de questions. On ne sait pas si les gens seront gardés dans les camps, jusqu'à la réponse à leur demande d'asile. Auront-ils le droit d'en sortir ? Quelles seront les conditions de vie et d'enfermement dans ces structures ? Pour l'instant, on a constaté qu'un certain nombre de personnes refusent de s'y rendre et n'honorent pas leur rendez-vous, car ils ne savent pas ce qu'ils vont leur arriver. Il faudra voir sur le long terme comment les choses vont évoluer mais cela ne présage rien de bon.

ITALIE

Le parti post-fasciste Fratelli d'Italia, est arrivé en tête des législatives de dimanche 26 septembre 2022 en Italie. L'alliance des droites, formée avec la Ligue et Forza Italia, dispose d'une majorité parlementaire. La coalition a un "net avantage aussi bien à la Chambre qu'au Sénat". Dans ce pays à l'instabilité gouvernementale chronique, les experts s'accordent déjà sur la courte espérance de vie de la coalition victorieuse, un mariage de raison entre trois alliés aux ambitions concurrentes. Il est fort probable que les émigrés ne seront pas les bienvenus.

Lundi 26 septembre 2022 : **originaire de Côte d'Ivoire**, un syndicaliste et militant des droits de l'homme est **élu député**. Il est arrivé en Italie en 2002. D'abord ramasseur de tomates dans les Pouilles, une région du sud du pays, le quadragénaire a puisé dans son passé cette énergie pour

son combat : *"J'ai connu les mêmes frustrations, les mêmes humiliations, les mêmes inquiétudes qu'un grand nombre de jeunes Italiens". "Je ne suis personne, je suis juste quelqu'un qui s'inscrit dans une lutte collective où l'on veut croire que les rêves peuvent devenir réalité"*, a-t-il. Il défend des mesures en faveur du climat et de la justice sociale et contre le racisme et la pauvreté. Il est devenu l'une des rares personnalités noires de la politique italienne. Cette victoire a été saluée par plusieurs personnalités de gauche. Il compte se battre contre les décrets sécurité adoptés en 2018 et 2019 et qui introduisent la suppression du **permis de séjour pour raisons humanitaires**, des fonds pour le rapatriement des migrants en situation irrégulière ainsi que des restrictions en matière de **sauvetage des migrants en mer**.

POLOGNE

Si la Pologne a accueilli à bras ouvert les réfugiés d'Ukraine, l'attitude reste bien différente vis-à-vis des migrants du Moyen-Orient et d'Afrique passés par la Biélorussie. **Alors des activistes s'engagent, malgré le discours anti-immigration de Varsovie.**

Après la tentative de président Biélorusse de faire passer des migrants en grand nombre à la frontière polonaise, police et des soldats sont déployés dans la région et une zone d'exclusion militaire est mise en place pour empêcher le monde extérieur de voir le drame migratoire qui se déroule à la frontière. Des militants locaux, réagissent en montant un groupe de bénévoles. Ils partent à la recherche de migrants bloqués dans la forêt. *"Nous avons souvent dû jouer le rôle de médecin, d'avocat, d'infirmier et même de baby-sitter". "Une fois, j'ai porté dans mes bras un homme mourant pour le sortir de la forêt. Nous avons réussi à le sauver juste à temps."* Etant passée à la télévision, une militante est critiquée par les médias d'État et ses rencontres avec les forces de sécurité se musclent. *"J'ai eu mal au ventre quand quatre soldats masqués ont soudainement commencé à se diriger vers moi en courant". "À une autre occasion, ma voiture a été arrêtée par la police. Les agents ont commencé à taper sur le toit avec leurs poings, en faisant un bruit terrible. Mes enfants ont commencé à pleurer. Je les ai suppliés d'arrêter, mais ils ont continué."* *"Nous avons dû cacher les réfugiés secourus des forces de sécurité afin qu'ils ne soient pas repoussés vers la Biélorussie"*. Bien que de tels refoulements soient illégaux, ils ont été pratiqués par les autorités polonaises, assure la militante, dont le travail a été récompensé par un prix de la Fondation polonaise pour la presse (Fundacji Grand Press) à Gdansk en août dernier. Ainsi a été créé le "Grupa Granica" (Groupe frontière) dans la région. Son objectif est de protéger les migrants qui *"sont devenus les victimes des politiques inhumaines des gouvernements de Biélorussie et de la Pologne."* Les autorités refusent tout dialogue avec les organisations non gouvernementales. *"Au lieu de cela, on nous traite de traîtres et d'ennemis de la patrie". "Le droit d'obtenir l'asile est une autre question, mais nous ne pouvons pas laisser les gens souffrir et mourir à la frontière"*. Les membres du Club de l'Intelligentsia catholique ont également fait l'expérience directe de la désapprobation du gouvernement. En décembre 2021, la police a arrêté quatre bénévoles du KIK et pris d'assaut le centre d'assistance de l'organisation. Ils ont été accusés d'encourager l'immigration illégale, mais les poursuites ont finalement été abandonnées. Cet été, un mur de 5,5 mètres a été érigé le long de la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Celui n'a pas empêché plusieurs dizaines de migrants de passer en Pologne chaque jour. Les militants des droits de l'homme affirment **que le mur n'a pas résolu le problème, mais l'a exacerbé**. Ils ont remarqué un nombre croissant de réfugiés avec des bras et des jambes cassés, des blessures subies en escaladant le mur. Désormais, **les militants se préparent à l'hiver** et au défi que vont représenter les températures glaciales.

SLOVAQUIE

Depuis la Slovaquie, les migrants tentent de se rendre en République tchèque pour atteindre d'autres pays de l'Union européenne. De début juin à fin septembre 2022, la police tchèque a indiqué avoir interpellé près de 9 500 personnes en situation irrégulière. Un nombre en nette hausse par rapport à l'ensemble de l'année 2021, où il s'élevait à 1330.

TCHEQUE

Mardi 28 septembre 2022, la République tchèque a annoncé reprendre **les contrôles**

pendant au moins dix **jours à sa frontière avec la Slovaquie**, pour les mêmes raisons invoquées par l'Autriche. *"Nous avons interpellé plus de 12 000 migrants illégaux cette année, soit quatre fois plus qu'en 2015"*, a assuré un responsable de la police tchèque. *"Les contrôles aux frontières seront réintroduits à 27 anciens points de passage frontaliers sur toute la longueur de la frontière avec la Slovaquie"*, ont indiqué les forces de l'ordre. *"Nous devons prendre cette mesure préventive afin de faire face à la situation sur le long terme et de décourager les migrants clandestins d'emprunter cette route"*, a expliqué le Premier ministre tchèque conservateur. Une première depuis l'entrée des deux pays dans l'espace Schengen, en 2007.

VATICAN

ONU – ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

À la date du 18 septembre 2022, **94 745 migrants ont rejoint l'Europe** (Italie, Grèce, Espagne, Chypre, Malte) depuis le début de l'année 2022 en passant par la mer, selon des chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). Selon des estimations, considérées comme basses par les experts, 1 207 personnes sont mortes ou ont disparu dans ce laps de temps sur la route de l'exil.

DES DIZAINES DE CENTRES DE SOUTIEN DANS LES PAYS ACCUEILLANT DES REFUGIES UKRAINIENS.

Depuis février 2022, quelque **234.000 réfugiés ukrainiens** ont pu utiliser les services de protection et de soutien fournis dans sept pays par **36 centres** de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance : gares, points frontaliers, centres d'inscription pour l'assistance en espèces, centres d'hébergement et centres communautaires. Ces espaces sécurisés installés le long des voies de transit des personnes déplacées visent à aider tous les réfugiés, avec une attention particulière pour les enfants, les personnes handicapées ou ayant des besoins médicaux, les personnes âgées, les personnes susceptibles d'avoir été victimes de la traite, les survivants de la violence et les réfugiés de la communauté LGBTQI+. Ils servent également à identifier et à soutenir les enfants non accompagnés et séparés qui voyagent seuls, ainsi qu'à fournir une éducation informelle et des soins à la petite enfance aux enfants en déplacement. Ces 36 centres « points bleus » ont été créés en Bulgarie, en Hongrie, en Italie, en Moldavie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, complétant ainsi le travail des gouvernements et d'autres partenaires dans le soutien aux réfugiés.

EUROPE

LES ROUTES BLOQUEES POUR LES REFUGIES

Manche : Les traversées sont de plus en plus dangereuses sur des embarcations de fortune. A Calais, une des principales villes de départ, des conditions sont de plus en plus précaires pour les candidats à l'exil.

La « **route des Balkans** » serait redevenue la principale voie d'entrées dans l'Union européenne. Selon Frontex, les passages illégaux seraient à des niveaux jamais vus depuis 2015 ; en 2022, 15 900 tentatives de passages en août soit 141 % de plus qu'en 2021. Elle est empruntée par des Afghans et des Syriens, mais aussi de plus en plus de personnes originaires du

Maghreb ou d'Asie poussés par la quête d'une vie meilleure. La Serbie est désormais un point de passage incontournable pour tous ceux qui ont été refoulés de Hongrie ou de Bulgarie.

Pour empêcher les passages des candidats à l'asile, la **Grèce** a déjà fait construire 40 kilomètres de mur au niveau du fleuve Evros. Elle veut prolonger cette construction de 80 kilomètres supplémentaires... voire même bétonner toute la frontière sur 200 kilomètres... poussant les migrants à emprunter d'autres routes encore plus dangereuses sur la mer Egée.

L'intégration des réfugiés sur le sol suédois est devenue une question politique centrale. On estime que 20% de la population est née à l'étranger, une des plus fortes proportions en Europe. Et à droite comme à gauche de l'échiquier, on s'accorde à dire que le pays doit durcir sa politique migratoire. Un. Les élections législatives de mi-septembre ont, en effet, vu la victoire du bloc de **droite qui comprend le parti d'extrême droite** les Démocrates de Suède qui a réalisé une percée historique avec 20,6% des voix. Autant dire que la formation d'un gouvernement sera complexe pour le conservateur qui a été chargé de former le gouvernement.

De concert avec l'Allemagne, la Croatie et la Slovaquie, l'Autriche et la Suisse entendent d'ailleurs intervenir auprès de la Commission européenne pour que **les États des Balkans** occidentaux adaptent leur **politique en matière de visas**, responsable selon eux de la situation actuelle. Les ressortissants tunisiens et indiens n'ont en effet pas besoin de visas pour entrer en Serbie.

Plusieurs pays sont accusés de **refouler les migrants**, notamment de la Hongrie vers la Serbie et la Serbie vers la Bosnie et l'Albanie. Ces renvois arbitraires sont régulièrement dénoncés par la communauté internationale. Cela ne décourage pas pour autant les pays à les pratiquer. Fin août 2022, le Conseil de l'Europe affirmait que *"le nombre de renvois forcés vers la Serbie a considérablement augmenté, avec plus de 75 000 cas signalés pour la seule année 2022"* et que *"les allégations de mauvais traitements et d'usage disproportionné de la force lors de ces renvois persistent"*.

SERBIE

Refoulés, de nombreux migrants se retrouvent **bloqués en Serbie**. *"Il y a actuellement environ 28 squats et camps informels dans le nord de la Serbie près de la Hongrie et la Croatie. Il est possible que ce chiffre augmente car il y a une hausse des arrivées en Serbie via la Macédoine du Nord. Mais de toute façon, les migrants ne veulent pas rester en Serbie. Ils poursuivent donc leur route vers le nord du pays et tentent de traverser la frontière plusieurs fois avant de réussir à entrer en Hongrie"*. Les citoyens indiens, burundais, tunisiens ou cubains n'ont pas besoin de visa pour entrer en Serbie. Ces accords facilitent l'accès à la route des Balkans. Les migrants *"atterrissent à Belgrade puis, par le biais de passeurs, franchissent la frontière de la Hongrie, de l'Autriche et de la Suisse"*, a affirmé le 20 septembre 2022, la ministre de la Justice suisse.

SUISSE

Une organisation suisse de défense des droits humains (CNPT) a rendu, début septembre, un rapport sur les conditions **d'expulsions des migrants au cours de 33 vols**, entre avril et décembre 2021. L'organisation affirme que les traitements dont elle a été témoin ont été "globalement respectueux" mais déplore un recours trop fréquent aux entraves physiques. Elle dénonce notamment l'expulsion d'une femme enceinte de quatre mois, menottée en présence de ses enfants pendant la prise en charge, contrainte d'allaiter son enfant alors qu'elle est menottée puis portée "de manière inadéquate" dans des escalier par trois, voire quatre policiers et policières, alors qu'elle s'est plainte à plusieurs reprises de douleurs au ventre. Au total, 130 personnes, dont six familles et 15 enfants, ont été rapatriées lors des renvois par voie aérienne observés par la CNPT en 2021. Les abus décrits ont eu lieu entre janvier 2020 et avril 2021 dans les centres d'hébergement de Bâle, Chevrolles, Boudry, Altstätten et Vallorbe. Ils comprennent des coups, le recours à la contrainte physique au point de restreindre la respiration et d'engendrer une crise d'épilepsie, l'évanouissement et des difficultés à respirer suite à l'inhalation de spray au poivre, ou encore la détention dans un container métallique d'individus en état d'hypothermie.

AFRIQUE

LIBYE

Un Soudanais de 15 ans originaire du Darfour, aurait été enlevé par des hommes armés le 30 août 2022, en banlieue de Tripoli, alors qu'il partait travailler. Quelques heures seulement après son enlèvement, son père, a été kidnappé dans l'ouest de la Libye. Il avait fui le Darfour fin 2017 avec ses quatre enfants après l'incendie de sa maison et la mort de sa femme. La famille s'est installée en Libye et tous ont été enregistrés comme demandeurs d'asile auprès du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). Une vidéo, qui montre le jeune torturé, a été filmée par le ravisseur et envoyée à sa famille, afin que ses proches paient une rançon en échange de sa libération. Ces images, également diffusées dans des groupes WhatsApp de Soudanais en Libye, apportent une nouvelle preuve **des exactions perpétrées contre les exilés**. En Libye, les abus envers les migrants sont monnaie courante. Les milices ont trouvé dans la question migratoire une manière de s'enrichir. Les groupes armés n'hésitent pas à kidnapper des exilés en pleine rue ou dans leur appartement, à filmer les tortures infligées dans le but d'extorquer de l'argent à leurs proches. Plusieurs personnes craignent de sortir dans les rues, par peur d'un enlèvement. Une organisation, nommée Autorité de soutien à la stabilité (ASS), créée en janvier 2021, se distingue par des méthodes particulièrement brutales et opaques : passages à tabac, coups de fouet à l'aide de tuyaux d'arrosage, humiliations. La milice est désormais impliquée dans les opérations d'interception de migrants en mer, au même titre que les garde-côtes. L'ASS dirige aussi plusieurs centres de détention du pays. Malgré les preuves de plus en plus nombreuses des cas de maltraitance envers des migrants en Libye, l'UE n'a pas cessé son aide financière au pays.

NIGER

L'Organisation internationale des migrations (OIM) a **secouru**, durant la deuxième semaine de septembre 2022, **50 migrants ouest-africains qui étaient "bloqués" dans le nord désertique du Niger**, près de la frontière avec la Libye. "*La plupart (des migrants) revenaient de Libye. Certains étaient en route pour la Libye mais n'avaient plus les moyens de continuer leur voyage, et ils ont sollicité notre soutien pour rentrer*", a expliqué le responsable de l'Information du bureau de l'OIM à Niamey, mardi 13 septembre. Les 50 migrants - dix enfants, trois femmes et trente-sept hommes "*vulnérables et en détresse*" - se sont retrouvés "*bloqués*" à Dirkou "*après un périple migratoire périlleux à travers le désert du Niger*". Dirkou, située dans la région d'Agadez, où se trouvent des réseaux de passeurs, est un point de passage incontournable pour le trafic de migrants et une des dernières étapes pour entrer en Libye voisine. On dénombre parmi eux 49 ressortissants du Nigeria et un Camerounais qui ont été acheminés par un vol humanitaire onusien à Agadez, où l'OIM dispose d'un important centre d'accueil pour migrants. Selon les autorités de la ville, il est fréquent que des véhicules transportant des migrants tombent en panne dans le désert, ou que les passeurs se perdent ou abandonnent leurs passagers par crainte des barrages ou des patrouilles militaires. Certains migrants meurent de déshydratation.

Le 22 août 2022, un groupe d'environ **25 personnes LGBT** s'est rassemblé devant le bureau du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Niamey, au Niger. Majoritairement originaires du **Cameroun**, mais aussi du **Mali**, d'**Éthiopie** et de **Côte d'Ivoire**, ces demandeurs d'asile réclament à l'agence onusienne une meilleure prise en charge pour **pouvoir être relocalisés** dans un autre pays. "*Nous souhaitons être traités de la même manière que les homosexuels, et que le HCR prenne en charge notre relocalisation*", détaille le leader du groupe. Mais il leur faut pour cela obtenir le statut de réfugié auprès des autorités nigériennes, qui le leur refusent. L'agence de l'ONU aide les personnes déplacées à effectuer les procédures de réinstallation et à voyager vers un pays tiers, une fois qu'elles ont été reconnues comme réfugiées par les autorités locales. Toutefois, selon le site internet de l'institution, lorsque le gouvernement d'un pays d'accueil refuse d'enregistrer un certain groupe de personnes en tant que réfugiés, le HCR peut procéder à leur enregistrement de son propre chef. "*Puisque nous ne sommes pas acceptés en Afrique, et*

spécifiquement au Niger, le HCR a le devoir de nous prendre sous son mandat direct et de nous aider à initier le programme de réinstallation afin de nous faire sortir du Niger. Ainsi, nous pourrions être transférés dans un pays où l'homosexualité est légale, afin que nous puissions reprendre nos vies arrachées, et vivre enfin en paix et en sécurité." Nombre de ces demandeurs d'asile sont arrivés au Niger il y a bientôt deux ans, dans l'espoir d'être relocalisés dans un endroit plus accueillant pour la communauté LGBT. "Nous sommes fatigués de vivre comme des prisonniers, et nous souffrons. Le gouvernement nigérien ne nous accepte pas dans son pays, car il pense que notre sexualité contamine leur société. À Niamey, les personnes LGBT n'ont pas de vie, car le pays est très homophobe. Nous vivons ici dans une peur totale car nous sommes insultés partout. Même le commerçant du magasin où nous allons acheter de la nourriture refuse de nous servir juste parce qu'il a appris que nous sommes homosexuels. Nous tremblons de peur tous les jours. Ce matin encore, j'ai été attaqué par un Nigérien alors que je me rendais au magasin pour acheter du pain. Le HCR au Niger est bien conscient de notre situation, mais il choisit de ne pas agir, ne dit et ne fait rien, alors que nous vivons un calvaire. C'est difficile de vivre ici, car le HCR ne donne à chacun d'entre nous que 43 000 francs CFA [environ 65 euros, ndlr] à la fin du mois, alors que les dépenses quotidiennes dans le pays sont très chères. De plus, même les fonctionnaires nigériens qui travaillent pour le HCR font preuve d'homophobie. Par exemple, même devant le personnel du HCR, les colocataires avec lesquels nous vivions dans les logements fournis nous crachaient dessus et nous attaquaient verbalement avec des discours de haine tout le temps". Le HCR répond : "Le HCR a plaidé auprès du gouvernement nigérien sur les risques qu'encourent les demandeurs d'asile et les réfugiés LGBT au Niger. Le HCR propose des mesures de protection appropriées et identifie des solutions durables".

Le 19 septembre 2022, plus d'une centaine de sénégalais ont initié une **marche de protestation**, depuis **Agadez jusqu'à Niamey** pour exiger de l'OIM qu'elle accélère les **procédures de retours**. Cette manifestation est née d'une exaspération générale : les migrants témoignent d'une attente de plusieurs semaines, voire plusieurs mois pour certains, dans ce territoire de transit qu'est le Niger. "*Ce mouvement fait suite à de nombreuses déprogrammations*" : plusieurs dates de départs du 28 septembre 2022 auraient ainsi été repoussées. L'OIM a promis aux Sénégalais un départ "le 4 septembre, puis le 13, puis le 22". La manifestation a eu des conséquences positives. 113 ont donc finalement pu embarquer à bord d'un avion parti d'Agadez, dans le cadre du programme de retours volontaires organisé par l'OIM. Une trentaine d'autres ont été amenés, aux côtés de migrants d'autres nationalités, dans le convoi de bus allant vers Niamey. "*Le deuxième groupe devrait rentrer cette semaine*" du 28 septembre 2022. Mais des centaines de personnes patientent encore à l'extérieur, sans hébergement, dont "*près de cent Sénégalais*". La seule possibilité qui s'offre à eux est d'aller chercher de la nourriture lors des distributions organisées par le centre. "*La sécurité nous empêche d'accéder à tout le reste*". Pour les soins, le repos, les habits, rien n'est prévu. C'est la survie dans la rue. "*On passe nos nuits dehors. C'est difficile avec les moustiques, avec la pluie : tous les habits sont mouillés et on n'a pas d'habits secs*". Les conditions de vie à l'intérieur des centres de transit, pour ceux qui parviennent à y entrer, ne sont pas toujours favorables non plus. "*Ce que nous disent les migrants, c'est qu'ils dorment mal, qu'ils mangent mal. S'ils sont malades, on leur donne juste du paracétamol, ils n'ont pas de traitement médical à la hauteur*". "*Même les toilettes ne fonctionnent pas toujours. Dernièrement il y a eu des tensions à cause des toilettes, il a fallu faire appel à la police, qui a fait usage de gaz lacrymogènes*". L'OIM reconnaît sans hésitation les problèmes de surpopulation. Les centres "*dépassent parfois leur capacité d'accueil en raison des flux migratoires pas toujours prévisibles*". Pour celui d'Agadez, dédié aux exilés les plus vulnérables, l'OIM confirme : "*Nous accueillons actuellement plus de 1 700 migrants vulnérables et bloqués, pour une capacité de 1 000 personnes. Cela a évidemment un impact sur l'assistance fournie aux migrants, qui se ressent à travers la lenteur des procédures ou des services fournis*". "*L'OIM est loin d'installer des capacités suffisantes pour répondre aux besoins les plus essentiels de ces personnes pour lesquelles elle s'est donnée le mandat de prise en charge*". Mais avant tout, l'ONG rappelle la responsabilité de l'Union européenne, qui finance ce programme de retours volontaires de l'OIM. Un programme qui "*joue un rôle clé dans la politique d'externalisation des frontières sur le sol africain par le biais des États de l'Union européenne*".

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Plus de 11 000 réfugiés congolais sont enregistrés pour retourner en RDC d'ici fin 2022, suite à la déclaration d'une amélioration de la sécurité dans certaines zones de la province du Haut-Katanga. « *Alors que certaines parties du pays restent très peu sûres, d'autres régions comme le Haut-Katanga sont stables, ce qui permet les retours* », a déclaré lors le porte-parole du HCR. « *Les réfugiés ont exprimé leur joie de rentrer chez eux et sont impatients de retrouver leur famille et leurs amis et de recommencer leur vie* ». Ces réfugiés avaient été déplacés suite à des affrontements inter-ethniques ainsi qu'à des combats entre les forces de sécurité congolaises et des milices dans certaines parties du sud-est de la RDC en 2017. Dans un centre de transit du HCR à Pweto (RDC), où les rapatriés sont hébergés pendant deux jours, les autorités congolaises délivrent des documents, notamment des certificats de naissance pour les nouveau-nés et des certificats scolaires, afin de leur permettre de s'intégrer rapidement et d'accéder aux services. Le partenaire du HCR dans le domaine de la santé effectue également des examens médicaux et les personnes ayant des besoins spécifiques reçoivent un traitement de base. Les rapatriés reçoivent également une aide en espèces pour couvrir les dépenses de base à leur arrivée chez eux. Cette aide couvre le transport jusqu'à leur destination, les articles d'hygiène et de ménage, ainsi que l'aide au loyer initial. En fonction de la taille de la famille, les rapatriés reçoivent également un mois d'approvisionnement en légumes secs, en farine de maïs, en huile et en sel. Une aide supplémentaire à la réintégration, telle que l'aide à l'inscription des enfants à l'école, est également fournie. La Zambie, l'un des neuf pays limitrophes de la RDC, accueille quelque 60.000 réfugiés, demandeurs d'asile et anciens réfugiés en provenance de la RDC. Dans ce lot, plus de 18.000 Congolais ont vécu dans le camp de Mantapala, en Zambie. Près d'un million de réfugiés congolais sont encore accueillis dans les pays voisins. Selon le HCR, des millions de réfugiés rêvent de rentrer chez eux en sécurité et dans la dignité. « *Le rapatriement volontaire nécessite un engagement total du pays d'origine pour aider à la réintégration de sa propre population et le soutien continu de la communauté internationale* », a fait valoir le porte-parole du HCR.

RWANDA

Un pays sûr ? pas sûr !

Sont renvoyés au Rwanda des réfugiés venant de Libye, du Congo, d'Israël, et bientôt peut-être du Royaume uni et du Danemark. Pour son président, cette politique est présentée comme un modèle d'hospitalité en Afrique et à l'international. Actuellement, le Rwanda accueille plus de 127 000 réfugiés, principalement originaires de la République démocratique du Congo (RDC) et du Burundi. L'année dernière, le pays a même offert l'asile à des Afghans fuyant l'arrivée des Talibans au pouvoir. En attendant, traumatisés par leur exil, toutes vivent dans le camp de Gashora, fait de maisonnettes en briques, à 60 km au sud de la capitale. À leur disposition : une cafétéria, des terrains de basket et de volley, et un circuit d'entraînement à la conduite. Des ateliers de formation au tissage et à la coiffure sont aussi organisés. "Au Rwanda, je peux marcher, me déplacer librement et faire tout ce que je veux, explique un exilé érythréen. *Ce n'est pas comparable à la vie en Libye. Parce que là-bas, tu ne survivs qu'un jour après l'autre, et tu ne sais pas ce qui se passera demain*". Mais la parole de migrants à l'extérieur du camp de Gashora en juin 2022, dépeint une toute autre réalité. Si le transfert au Rwanda permet est vrai aux réfugiés de fuir le chaos libyen, une fois dans le camp, il reste très difficile pour ces personnes d'envisager une vie normale. "Les conditions économiques dans le centre de transit sont difficiles. **Depuis que je suis arrivé ici, je n'ai pas pu subvenir aux besoins de mon enfant que j'ai laissé au Soudan**", raconte un de ses ressortissants, dont la femme est décédée. "Personne ne peut vivre dans ces conditions." *J'ai même du mal à me payer des produits de base comme des vêtements, des chaussures et de la nourriture en dehors du camp*". "De nombreux professionnels formés dans le centre sont obligés de travailler comme ouvriers agricoles ou domestiques pour joindre les deux bouts, mais la plupart sont au chômage et vivent avec environ 35 livres (40 euros) par mois". Beaucoup survivent grâce aux aides financière des institutions onusiennes. Entre décembre 2013 et juin 2017, dans le cadre d'un accord tacite, près de 4 000 **demandeurs d'asile ont été expulsés par Tel-Aviv au Rwanda et en Ouganda**, sur le modèle de l'accord signé par Londres. Mais sur place, la situation de ces demandeurs d'asile s'est révélée

catastrophique. *"La plupart se sont retrouvés entre les mains de passeurs et ont été soumis à l'esclavage lors de leur tentative d'atteindre l'Europe"*, affirme un avocat sierra-léonais et militant des droits humains. Le *"tollé public"* suscité a par la suite *"forcé Israël à abandonner le programme"*. Régulièrement épinglé pour son tour de vis sur les libertés individuelles, la liberté d'expression est une gageure. Un simple billet de blog ou une vidéo contraire aux opinions gouvernementales peuvent conduire leurs auteurs à des condamnations à 15 ans de prison pour avoir critiqué le gouvernement sur une chaîne YouTube. Les exactions, les menaces et les détentions arbitraires réservées à quiconque critiquerait le régime sont régulièrement dénoncées par les ONG. *"Des informations crédibles attestent que des agents rwandais ont mené des assassinats d'opposants rwandais à l'étranger"*. *"De nombreux ressortissants du pays"*, pourtant installés ailleurs, *"vivent dans la peur"* des représailles du régime.

TUNISIE

Lundi 12 septembre 2022, les autorités ont indiqué que 12 personnes au total avaient perdu la vie suite au naufrage d'une embarcation, après la découverte de nouveaux cadavres. Le bateau avait chaviré le 6 septembre 2022, au large du centre-est de la Tunisie.

Plus de **13 000 migrants tunisiens sont arrivés sur les côtes italiennes** depuis le début de l'année 2022. En cause, la situation économique qui se dégrade avec une inflation galopante, la flambée des prix et une situation politique incertaine. Si bien que la migration devient un projet familial, amplement partagé sur les réseaux sociaux. Au total, près de 2 000 mineurs et plus de 600 femmes sont partis en 2022. *"Ils partent en famille, car ils ont de la famille là-bas, ils ont des contacts là-bas, ils ont une communauté"*. *"L'acte de traversée est en soi une réussite sociale, parce que c'est l'acte de fuir une situation sociale qui est considérée comme très compliquée et très chaotique."* Cette pression migratoire affecte indirectement les politiques d'octroi de visa, de plus en plus restrictives. Une ingénieure ayant souhaité garder l'anonymat explique avoir subi un refus de visa alors qu'elle avait été embauchée par une compagnie française avec une autorisation du ministère de l'Intérieur et des papiers en règle. *"Lors du dépôt de mon dossier, je n'ai même pas pensé à ce refus. C'était vraiment choquant pour moi."* La France a annoncé une normalisation des procédures de visa à la rentrée. Mais le sentiment de frustration gagne de nombreux Tunisiens voulant partir légalement.

<https://www.france24.com/fr/afrique/20220925-en-tunisie-la-migration-devient-un-projet-familial>

Jeudi 22 septembre 2022, un homme installe **son étal de fruits et légumes** sur une avenue de Mornag, à 15km de Tunis. Mais un décret publié par la municipalité lui interdit d'exercer son **activité, non déclarée**, à cet endroit. La police vient donc à sa rencontre et pour l'empêcher de travailler, lui confisque la petite balance qu'il utilise pour peser les produits. Deux jours plus tard, le jeune homme de **25 ans se pend à son domicile**. Dimanche 25 septembre 2022, **des habitants protestent** dans les rues de la ville, en scandant des slogans dénonçant le chômage et la cherté de vie. Certains ont brûlé des pneus et bloqué l'artère principale de Mornag. Des **affrontements** ont éclaté dans la soirée avec la police, qui a usé de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. Le même jour, des scènes identiques se sont déroulées dans le quartier populaire de Douar Hicher, dans le nord de Tunis. Là aussi, les manifestants défilaient, aux cris de "emplois, liberté et dignité nationale", "nous ne supportons plus les folles hausses des prix" et "où est le sucre ?". Certains brandissaient des miches de pain. Depuis dimanche, *"les slogans de la révolution de 2011 résonnent à nouveau dans ce faubourg de la capitale tunisienne où s'entassent ouvriers journaliers, chômeurs ou encore jeunes sortis du système scolaire"*. Alors que l'inflation atteint des records dans le pays, 8,6% le mois dernier et que des pénuries de denrées de base se font ressentir, les habitants de ce quartier, mais aussi d'autres banlieues de Tunis, ont tenu à faire entendre leur mécontentement. Rues bloquées, pneus incendiés et répliques de lacrymogènes de la part de la police. Le mouvement, sporadique pour le moment, est pourtant révélateur des tensions sociales que connaît la Tunisie. Surendetté, le pays est actuellement en pléines tractations avec le FMI pour obtenir de nouveaux prêts. Lundi 26 septembre 2022, le ministre des affaires sociales s'est déplacé à Douar Hicher et *"a tenu une séance de discussions avec un certain nombre de militants de la société civile pour examiner de près la situation sociale dans la*

région". Il a promis "d'accélérer la prestation des services aux citoyens".

><https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220926-la-cher%C3%A9-de-la-vie-en-tunisie-g%C3%A9n%C3%A8re-des-tensions-sociales>

AMERIQUES

MEXIQUE

3263 migrants ont été répertoriés dans vingt districts du pays. Plus d'un tiers sont originaires du Venezuela, un autre tiers d'Amérique centrale. Au total, plus de cinquante nationalités ont été dénombrées, selon le communiqué publié par l'Institut national des migrations qui évoque notamment la présence de **ressortissants sénégalais, camerounais, mais aussi kirghizes, bangladais, turcs ou encore chinois**. C'est principalement dans l'État du Chiapas, dans le sud du pays et frontalier avec le Guatemala, que la plus grande partie de ces migrants ont été identifiés. L'État mexicain, qui multiplie les opérations ces derniers mois pour lutter contre un flux migratoire qui ne cesse d'augmenter, cherche à identifier ces migrants qui, bien souvent, finissent entre les mains de réseaux criminels. Ces migrants vont, pour une grande partie d'entre eux, être renvoyés dans leur pays. D'autres vont solliciter l'asile au Mexique ou tout du moins tenter d'obtenir un sauf-conduit les permettant de traverser le pays pour tenter d'entrer aux États-Unis. **Le flux migratoire** au Mexique, mais aussi dans les pays d'Amérique centrale, malgré les mesures prises, **ne semble pas ralentir**. Samedi 24 septembre 2022, les autorités guatémaltèques ont dispersé une caravane de 400 migrants, provenant du Venezuela, d'Haïti et de Cuba, qui tentait de rejoindre le Mexique

USA

L'envoi par des gouverneurs républicains de bus et d'avions de migrants vers une île huppée du nord-est du pays, ainsi qu'à Washington, a tourné jeudi 15 septembre 2022 à la bataille politique aux États-Unis, à quelques semaines d'élections législatives aux lourds enjeux.

Une **plainte** déposée mardi 20 septembre 2022 **contre le gouverneur de Floride** l'accuse d'avoir dupé des migrants pour les convaincre de monter dans un avion à destination d'une île huppée du nord-est des États-Unis. Dans cette plainte déposée auprès d'un tribunal du Massachusetts, certains de ces migrants ainsi qu'une organisation de défense de leurs droits affirment qu'ils ont été leurrés au moyen de bons d'achat McDonald's et de promesses d'assistance une fois sur l'île. Le gouverneur républicain, son responsable des Transports ainsi que plusieurs personnes non nommées sont accusés d'avoir "*appâté les plaignants en exploitant leurs besoins les plus fondamentaux*" et en faisant de "*fausses promesses*" d'emplois et de logements. Selon la plainte portée par le groupement d'associations de défense des droits des migrants, Alianza Americas, ces individus ont "*manipulé* (les migrants), *les ont privés de leur dignité (...) afin de poursuivre un objectif illégal et des intentions politiques*". Le groupe d'une cinquantaine de migrants vénézuéliens, dont des enfants, était arrivé mercredi 14 septembre 2022 par avion sur l'île de Martha's Vineyard avant d'être provisoirement accueillis sur une base militaire non loin de là. La plainte déposée mardi demande au juge d'autoriser la constitution d'une action collective dans ce dossier, d'interdire aux parties adverses d'user de "*fraude et de représentations erronées*" pour "*conduire des migrants à se rendre dans un autre Etat*", et à leur accorder des dommages et intérêts.

<https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20220916-honteux-et-cruel-la-maison-blanche-condamne-le-d%C3%A9placement-de-migrants-par-des-gouverneurs-r%C3%A9publicains>

<https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20220921-migrants-d%C3%A9plac%C3%A9s-%C3%A0-martha-s-vineyard-le-gouverneur-de-floride-attaqu%C3%A9-en-justice>

Mercredi 29 septembre 2022, sur les côtes de la Floride, touchée par **l'ouragan Ian**. **20 migrants ont disparu** après que leur embarcation ait coulé au large de l'État américain.

<https://www.francebleu.fr/infos/meteo/ouragan-ian-23-migrants-disparus-submersions-marines-vents-et-inondations-catastrophiques-en-floride-1664390979>

ASIE

LIBAN

(voir ci-dessous Syrie-Liban)

TURQUIE

Un groupe, le 4 septembre 2022, avaient appelé à la formation d'une "**caravane de la lumière**" de milliers de migrants présents en Turquie pour converger vers l'Union européenne. Ce projet avait rapidement attiré l'attention de dizaines de milliers de personnes, pour la plupart syriennes et irakiennes. Pour diverses raisons, ils se disaient qu'il était temps de quitter la Turquie. D'autres hésitaient et avaient peur de manipulation et désinformation ; ils se souvenaient des déplacements vers la frontière grecque prônés selon les déclarations du président turc, et se méfiaient désireux de protéger leurs proches. "**Le convoi a été complètement arrêté**", ont écrit les responsables de ce convoi, mardi 20 septembre 2022.

Une centaine **d'exilés, refoulés de Grèce, sont détenus dans un local insalubre** situé à l'ouest de la Turquie, dans la province d'Izmir. Ce type de lieux de rétention, dans lesquels sont placés les migrants en attendant leur transfert dans d'autres centres et la mise en place de procédures de renvoi, les conditions d'enfermement qui y règnent sont difficiles, voire illégales. Les exilés disent à des enquêteurs d'un média turc : "*Vous avez quelque chose à manger ?*", "*Il y a des enfants avec nous*", "*Ils nous battent et nous aspergent de gaz lacrymogène ici*". "*La municipalité leur fournit des sandwiches, mais ils n'ont aucune nourriture chaude ni rien de plus nutritif*". Certains restent enfermés jusqu'à 15 jours dans la structure. "*Ces personnes sont simplement gardées là-bas, sans accès à des avocats, et elles ne peuvent pas faire appel des décisions d'expulsion*". "*Les autorités doivent décider de leur expulsion dans les 48 premières heures de leur détention, conformément à notre constitution. Or, ce que nous voyons, c'est qu'ils sont détenus jusqu'à deux semaines. C'est une violation totale des droits des réfugiés.*" Les migrants se trouvent empêchés de "*communiquer avec le monde extérieur, y compris avec les membres de leur famille et leurs avocats*". De ce fait, nombreux sont ceux qui "*acceptent d'être rapatriés pour éviter une détention indéfinie*". Depuis l'ouverture du site il y a sept mois, "*3 000 à 4 000 personnes sont venues ici et reparties*". Au vu de cet accès aux droits restreint, certains responsables politiques européens comme une députée néerlandaise de la gauche écologiste, estiment que **la Turquie ne peut pas être considérée comme un pays sûr** pour les migrants. "*Le plus gros problème avec la Turquie est qu'elle n'est pas liée à la Convention sur les réfugiés lorsqu'on parle de réfugiés non-européens*".

SYRIE-LIBAN

Au moins 94 personnes sont mortes jeudi 22 septembre 2022, dans le naufrage de leur embarcation au large de la ville de Tartous, à l'ouest de la Syrie. 20 personnes sont soignées à l'hôpital Al-Basel, parmi les personnes secourues figuraient cinq Libanais. "*Selon certains survivants, l'embarcation est partie mardi de la région de Minié, dans le nord du Liban, transportant entre 120 et 150 personnes*". Des efforts pour trouver d'éventuels survivants du naufrage sont toujours en cours. Les recherches couvrent "*une vaste zone qui s'étend sur toute la côte syrienne*", d'après un responsable du ministère syrien des Transports, affirmant que de hautes vagues compliquaient les opérations de secours. Un hélicoptère de l'armée russe survole également la zone à la recherche de survivants. "*Les routes empruntées par les bateaux précédents vers l'Italie évitaient de naviguer vers le nord, le long de la côte syrienne*". Sur cette route dangereuse en mer Méditerranée, les drames sont réguliers. Depuis plusieurs mois, des bateaux chargés de **candidats à l'exil quittent le littoral nord libanais à destination de l'Europe**, pour fuir la grave crise économique qui secoue le pays. Preuve de cette augmentation des départs en mer : l'essor de la vente de bateaux de pêche en bois, en particulier les bateaux pouvant transporter 150 personnes ou plus.

L'armée libanaise a fait état de son côté de **l'arrestation d'un passeur présumé** impliqué dans ce drame. Il s'agit d'un Libanais qui "*a admis avoir organisé*" ce périple depuis le Liban et "*qui*

devait s'achever en Italie par voie maritime", avant de se solder par une tragédie.

A VOIR – A LIRE - TEMOIGNAGE

La ville de Figeac organise un Ciné-débat avec la Cimade autour du film "*Que m'est-il permis d'espérer*" un documentaire de Raphael Girardot & Vincent Gaullier. "*Dans un camp humanitaire ouvert à Paris, des réfugiés sont en transit. Dans ce centre de « premier accueil », ils se reposent de la rue où ils ont échoué à leur arrivée en France. Quelques jours à peine d'humanité, que nous passons avec eux. Mais déjà, ils doivent affronter la Préfecture et entendre la froide sentence administrative. Nous sommes toujours avec eux.*"

Quatre projections du film « **Un Paese di Calabria** » de Shu Aiello et Catherine Catella, auront lieu dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, entre septembre et décembre 2022. *Riace, le village de Calabre qui est sorti de son déclin suite à l'accueil de centaines d'exilés kurdes. Revenir aujourd'hui sur le miracle de Riace pour s'inspirer, réfléchir et reconsidérer nos propres pratiques d'accueil à échelle locale est urgent. Le modèle de Riace peut-il se transposer en France ? Quelles initiatives existent sur nos territoires ? Quels sont nos marges de manœuvre et nos compétences ? Quelles sont les pratiques et actions concrètes à prendre pour être un territoire solidaire et accueillant ?* La projection du film sera suivie d'un débat, en présence de Thomas Lacroix, chercheur géographe du CNRS et fellow à l'Institut Convergences Migration, spécialiste des réseaux des villes accueillantes, et Olivier Caremelle, ancien directeur de cabinet de Damien Carême à Grande Synthe et actuel maire de la ville de Lomme, membre de l'Association Nationale des Villes et des Territoires Accueillants.